

CCAN/2018

Les résultats économiques des exploitations agricoles en 2017

Données du Réseau d'Information Comptable Agricole

Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation

18 décembre 2018

Service de la statistique et de la prospective
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation – MAA

Rapport annuel RICA 2017 - Méthodologie

Le RICA et le champ couvert

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations technico économiques. En France métropolitaine, le RICA couvre le champ des exploitations dont la production brute standard (PBS) est supérieure à 25 000 €. Il représente ainsi les moyennes et grandes exploitations, soit, en 2016, 97 % de la PBS, 92 % de la surface agricole utile, 85 % du volume de travail agricole et 65 % des exploitations agricoles. L'ensemble des données présentées dans ce rapport sont sur le champ France métropolitaine.

Données 2017 : données provisoires

Les données 2017 présentées dans ce rapport ont été établies à partir de l'échantillon RICA provisoire, représentant 91 % de l'échantillon définitif du RICA 2017 sur la France métropolitaine qui sera disponible fin janvier 2018. Les données sont ainsi établies pour ce rapport sur un échantillon de 6 877 exploitations représentant 296 523 moyennes et grandes exploitations de France métropolitaine.

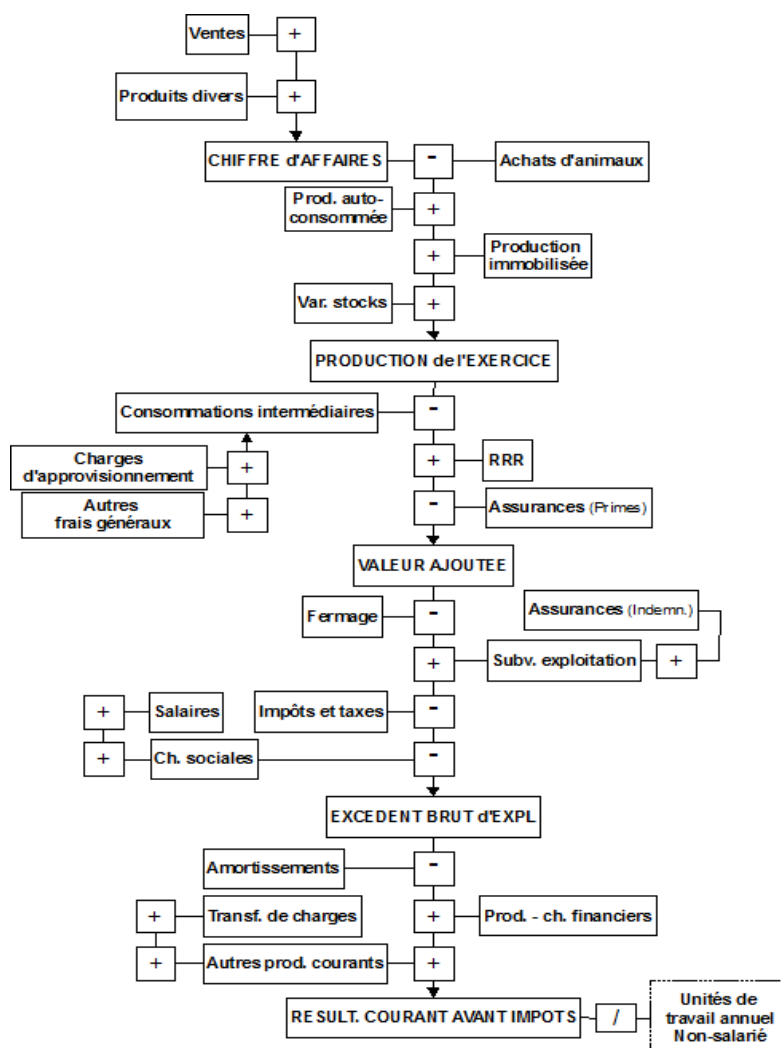
Évolutions 2015-2017 et 2016-2017

Les évolutions 2015-2017 et 2016-2017 sont, sauf mention contraire, calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes trois ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (ie. corrigées de l'inflation). Les données 2015 et 2016 ont pour cela été exprimées en € 2017 à l'aide de l'indice du prix du Produit Intérieur Brut source INSEE. Les séries longues présentent les valeurs sur l'échantillon complet en euros 2017 (valeurs réelles).

Pour en savoir plus sur le RICA, voir la rubrique « à propos du RICA » sur [agreste.gouv. fr](http://agreste.gouv.fr) :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/reseau-d-information-comptable/a-propos-du-rica-978/>

Schéma de construction des indicateurs de résultats



1. Une année 2017 de redressement des résultats des exploitations agricoles

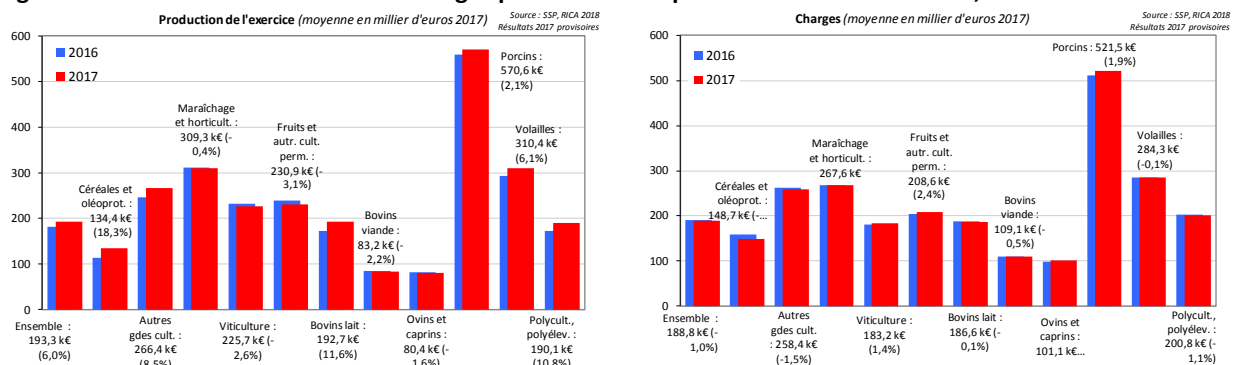
La production de l'exercice, complétée par les subventions d'exploitations, constitue la quasi-totalité des produits courants de l'exploitation. Cette production (nette des achats d'animaux) est composée pour l'essentiel des produits provenant des cultures (produits végétaux, produits horticoles, produits végétaux transformés) et de l'élevage (animaux et produits animaux). Sa variation explique en grande partie celles des résultats de l'exploitation.

Avec le retour à une conjoncture plus favorable en 2017 pour la plupart des spécialisations, la production de l'exercice des exploitations agricoles « moyennes et grandes » s'élève à 193 300 € en moyenne, toutes orientations productives confondues, soit une augmentation de 6 % par rapport à 2016 mais un niveau légèrement inférieur à celui de 2015 (-1,4 %). La reprise concerne principalement les orientations qui avaient le plus souffert des accidents climatiques de 2016 : +18 % en céréales et oléoprotéagineux, +11 % en polyculture-élevage. Les producteurs laitiers ont également bénéficié du relèvement du prix du lait après deux années difficiles (Figure 1).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 188 800 € et diminuent pour la deuxième année consécutive (-1 % en moyenne par rapport à 2016 et -2,2 % par rapport à 2015). Cette baisse s'explique par la diminution sensible des dépenses en engrais et amendements (-16 %) et en produits phytosanitaires (-7 %). Les charges en alimentation animale progressent, pour leur part, légèrement (+1,0 %) alors que les dépenses en carburants augmentent (+9 %), après deux années de faible prix des produits pétroliers.

De ce fait, la valeur ajoutée moyenne des exploitations augmente de 21 %, et retrouve un niveau proche de celui de 2015 (+0,2 %). Les subventions d'exploitations, toutes productions confondues, diminuent de près de 1,2 % par rapport à 2016. La valeur des fermages évolue peu (-0,8 %) tandis que les charges de personnel évoluent à la hausse (+1,8 %).

Figure 1 - Production de l'exercice et charges par orientation productive en 2016 et 2017, en millier d'€ 2017



*Evolutions calculées sur échantillons d'exploitations 15-16-17 constant - en valeurs réelles

Source : SSP RICA

Avec le retour d'une conjoncture plus favorable, l'excédent brut d'exploitation (EBE) des exploitations de dimension « moyenne et grande » s'établit à 72 400 € en moyenne en 2017 : il progresse de 18 % par rapport à 2016 et retrouve un niveau équivalent à celui de 2015 (+0,1 %) (Tableau 1). L'EBE traduit la capacité de l'entreprise à générer des ressources du seul fait de son exploitation. Il est utilisé pour rémunérer l'exploitant (prélèvements privés), rembourser les annuités d'emprunts à moyen et long terme et pour constituer une réserve (autofinancement des investissements et marge de sécurité). De variabilité proche de celle du résultat courant avant impôts (RCAI), il peut être utilisé comme indicateur de « revenu brut ».

Tableau 1 - Indicateurs de synthèse par orientation : résultats 2017 et des évolutions 2015-2017

Orientation	Excédent brut d'exploitation			Dotations aux amortissements			Résultat courant avant impôts			Résultat courant avant impôts par unité de travail non salarié		
	2017 (en €)	Evo. 17/16* (en %)	Evo. 17/15* (en %)	2017 (en €)	Evo. 17/16* (en %)	Evo. 17/15* (en %)	2017 (en €)	Evo. 17/16* (en %)	Evo. 17/15* (en %)	2017 (en €)	Evo. 17/16* (en %)	Evo. 17/15* (en %)
Céréales - oléoprotéagineux	53 140	88,5	-1,7	28 855	-5,2	-9,7	22 884	///	14,5	19 153	///	16,6
Autres grandes cultures	95 324	26,3	-7,8	43 569	0,2	-0,9	51 330	76,7	-8,9	37 765	77,4	-10,1
Marâchage - Horticulture	79 048	-2,9	-7,1	27 499	-1,7	-2,7	50 882	-2,3	-6,4	33 796	-5,0	-9,5
Viticulture	81 083	-6,5	-11,6	25 913	2,9	7,6	52 741	-10,3	-18,6	41 559	-9,9	-17,2
Fruits et autres cultures perm.	72 758	-12,6	-2,1	26 960	4,4	7,6	44 849	-20,2	-6,6	31 052	-20,5	-13,9
Bovins lait	82 658	27,5	16,2	36 200	-1,0	-1,2	42 887	72,6	43,6	26 909	73,7	45,2
Bovins viande	48 401	-5,9	-7,2	23 687	0,6	1,1	22 512	-12,4	-13,9	17 711	-12,0	-13,3
Ovins et caprins	50 344	-8,4	-4,7	21 917	-0,4	3,5	26 707	-14,5	-10,2	19 611	-14,3	-9,1
Porcins	129 228	-1,2	49,9	48 852	-0,6	-0,1	70 111	0,2	173,1	48 769	0,9	177,3
Volailles	88 108	26,1	16,7	35 580	-2,4	-1,4	47 867	68,0	43,3	36 074	64,0	37,9
Polyculture, polyélevage	72 239	34,2	4,0	35 953	-3,2	-6,0	32 729	137,2	19,5	21 674	137,5	19,7
Ensemble	72 386	17,7	0,1	31 459	-1,5	-2,3	38 325	44,3	4,9	27 435	44,5	5,4

*Evolutions calculées sur échantillons d'exploitations 15-16-17 constant - en valeurs réelles

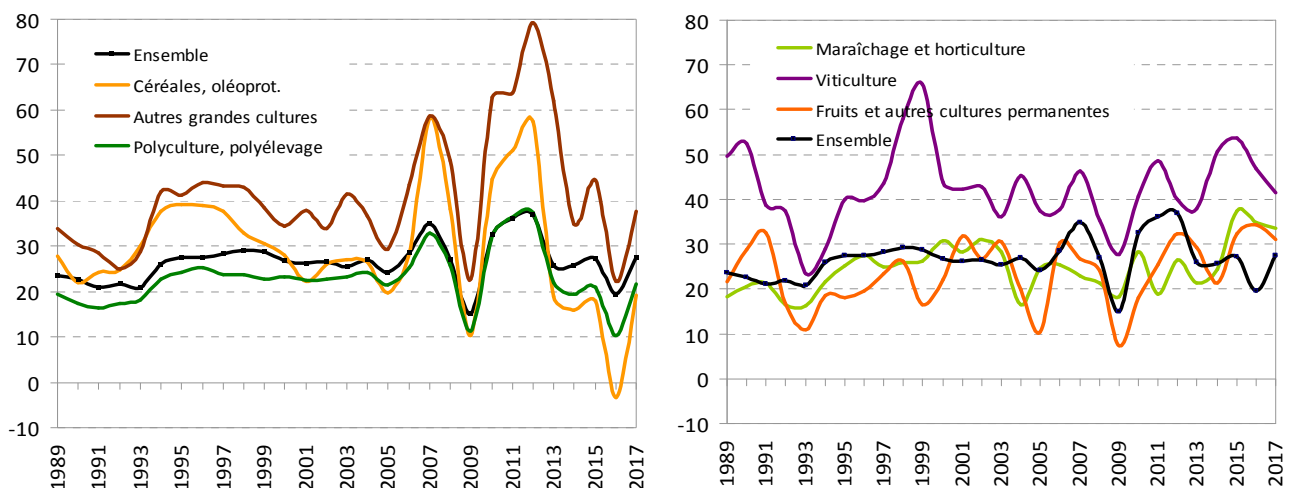
Source : SSP RICA

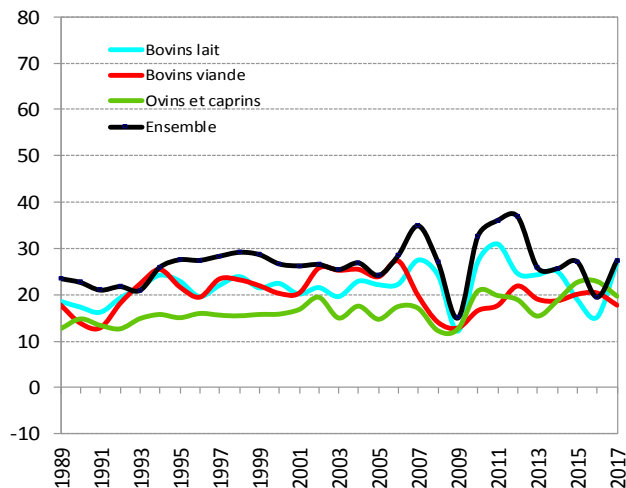
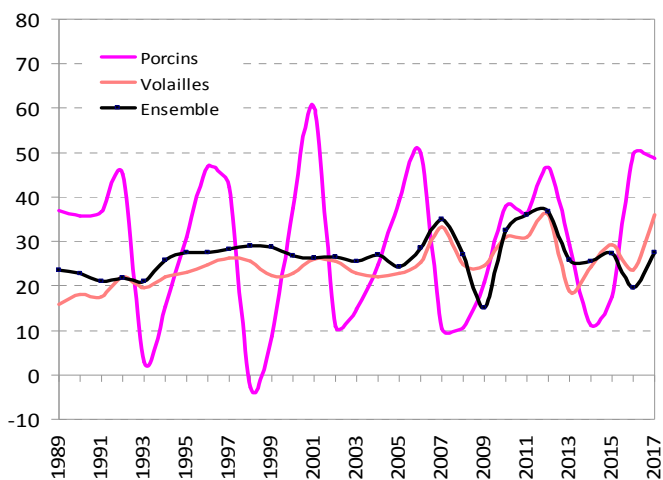
Le résultat courant avant impôts (RCAI) se déduit de l'EBE après prise en compte de l'amortissement des investissements (-1,5 % en 2017) et des charges d'intérêt. Il constitue une forme de revenu mixte qui rémunère à la fois le travail et le capital de l'exploitant non-salarié. En 2017, le RCAI des exploitations agricoles de dimension « moyenne et grande » s'élève à 38 300 € en moyenne. Il se redresse nettement par rapport à 2016 (+44 %) et retrouve un niveau légèrement supérieur à celui de 2015 (+5 %) (Tableau 1).

Les charges sociales de l'exploitant, qui s'élèvent à 9 300 € en moyenne, ne sont pas comptabilisées en charges dans le calcul du RCAI. Il en est de même des plus ou moins-values sur cession d'actifs (3 800 € en moyenne) et des subventions d'investissement affectées aux résultats (1 400 € en moyenne) car elles sont considérées comme exceptionnelles d'un point de vue comptable, même si elles sont sources de résultats pouvant être « réguliers ». Le résultat de l'exercice, net des charges sociales de l'exploitant, permet de tenir compte de ces trois agrégats. Celui-ci s'établit en moyenne à 34 400 € en 2017 (+52 % par rapport à 2016 et +10 % par rapport à 2015).

Les indicateurs de résultat (net ou brut) analysés plus en détail dans ce rapport sont l'EBE et le RCAI rapportés aux unités de travail non salarié (Utans). Avec un nombre d'Utans par exploitation de 1,39 en moyenne en 2017, l'EBE par Utans s'élève en moyenne à 51 800 € (+18 % par rapport à 2016). Il s'établit à un niveau supérieur au niveau moyen observé sur la période 1995-2005 (+15 %), période antérieure aux fortes fluctuations observées entre 2005 et 2016 en lien notamment avec l'évolution du prix des céréales. Le RCAI par Utans moyen s'établit à 27 400 € (+44 % par rapport à 2016), soit un niveau un peu supérieur, toutes productions confondues, à la moyenne observée sur la période 1995-2005 (+2 %) (Figure 2).

Figure 2 - Evolution* du RCAI par Utans par orientation productive, en millier d'€ 2017





*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - calcul en valeurs réelles
Source : SSP RICA

Une année 2017 de reprise pour les exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux

Les bons rendements 2017 sur les principales productions céréalières contrastent avec les faibles récoltes de 2016. La hausse de rendement entre les deux années est importante pour le blé tendre (+36 %), le maïs grain (+24 %), le colza et le blé dur (+23 %), le tournesol (+22 %) et, dans une moindre mesure, les orges de printemps et d'hiver (+16 % et +15 %). Toutefois, du fait d'une grande disponibilité sur les marchés mondiaux, les prix baissent de 6 % pour le tournesol et le blé dur et de 4 % pour le maïs grain. Le prix de commercialisation du blé tendre 2017 progresse, pour sa part, légèrement (+2 % par rapport à 2016) du fait de la bonne qualité des grains de la campagne française, notamment leurs teneurs en protéines élevées. Il reste cependant sous le niveau de prix établi en 2015 (-8 %).

La hausse du chiffre d'affaires des principales productions céréalières se traduit par une nette remontée de la production de l'exercice dans cette orientation productive (+18 % par rapport à 2016), même si celle-ci reste encore en deçà du niveau de 2015 (-7 %).

Pour la deuxième année consécutive, les charges d'approvisionnement baissent nettement dans cette orientation (-11 % par rapport à 2016 et -14 % par rapport à 2015), conséquence de la diminution très marquée des coûts en engrais (-22 %) et, dans une moindre mesure, des coûts en produits phytosanitaires (-8 %). Dans ce contexte, la valeur ajoutée se redresse très fortement par rapport à 2016 (+232 %) et retrouve un niveau proche de celui atteint en 2015 (-2 %).

Avec la poursuite de la convergence des aides découplées, les subventions d'exploitation diminuent en moyenne de 1 %. Les fermages sont également en baisse (-2 %). Au total, en 2017, l'EBE par actif non salarié des exploitations spécialisées en « Céréales et oléoprotéagineux » s'établit à 44 500 € en moyenne (+88 % par rapport à 2016) et retrouve un niveau équivalent à celui de 2015.

Après déduction des dotations aux amortissements, en baisse de l'ordre de 5 %, et des charges financières, le RCAI par actif non salarié des exploitations spécialisées en COP s'élève à 19 200 € en 2017. Après avoir été exceptionnellement déficitaire en 2016, il dépasse de 17 % le niveau de 2015 mais demeure inférieur de 36 % à la moyenne 1995-2005 (29 900 €).

Hausse des résultats pour les autres grandes cultures

Les exploitations spécialisées dans la betterave sucrière, les pommes de terre ou les légumes de plein champ produisent généralement aussi des céréales. Elles ont donc également profité de la conjoncture favorable de 2017, notamment pour les cultures de blé.

En 2017, année de fin des quotas betteraviers, la production en betteraves augmente sensiblement. Pour contrer la chute annoncée des prix qui ne sont plus garantis, les producteurs ont misé sur la forte augmentation de leurs surfaces plantées. La hausse des surfaces se conjugue à des rendements en hausse (+10 %), peu pénalisés par les épisodes de sécheresse. Dans un contexte de cours du sucre orienté à la baisse, conséquence notamment de la hausse de la production d'autres pays exportateurs comme le Brésil, l'Inde et la Thaïlande, les prix payés aux producteurs français sont finalement restés stables (+1 %).

L'augmentation des surfaces en pommes de terre de conservation en 2017 et les bons rendements (+19 %) entraînent une forte hausse de la production à laquelle se rajoutent les stocks de la campagne précédente. Malgré la baisse de 21 % des prix induite par cette production abondante sur un marché déjà encombré, la valeur de la production de l'exercice de ces exploitations progresse de +8 % par rapport à 2016 et permet de revenir quasiment au niveau de 2015 (-2 %).

La baisse en 2017 du coût en engrais et amendement profite également aux exploitations de cette orientation (-18 %). Les charges d'approvisionnement diminuent de 4 % par rapport à 2016 malgré une hausse de 7 % sur les dépenses en semences et plants. La valeur ajoutée augmente de 29 % par rapport à 2016 et ne se retrouve presque le niveau de 2015 (-2%). Malgré la baisse de 1,7 % des subventions d'exploitation, la stabilité des loyers de fermages et des charges en personnel contribuent à une hausse de 26 % de l'EBE par rapport à 2016. Le montant des dotations aux amortissements reste stable et le RCAI par actif non salarié s'élève ainsi à 37 800 €. En hausse de +77 % par rapport à 2016, ce niveau est proche du niveau moyen de la période 1995-2005 (38 500 €) mais inférieur de 10 % à celui de 2015.

Deuxième année de baisse des résultats pour la viticulture marquée les accidents climatiques

En 2017, le gel de printemps dans les vignes du Sud-Ouest, des Charentes, du Jura et de l'Alsace et la sécheresse dans le Sud-Est, le Beaujolais, le Languedoc et la Corse affectent fortement la production viticole. Quelques vignobles comme les Charentes profitent malgré tout des précipitations en fin de vendanges.

Les résultats sont très hétérogènes entre les bassins viticoles (*Tableau 2*). Dans le Bordelais, les volumes de vins produits baissent de 40 % et ne permettent pas d'alimenter les stocks. La hausse de 5 % des volumes vendus à des prix globalement en hausse (+5 %) permet de contenir la baisse de la valeur de la production de l'exercice : -16 % par rapport à 2016 pour une production moyenne de 257 700 €. Dans le Sud-Ouest, également impacté par le gel tardif, si les volumes de vins produits baissent de 16 %, les volumes vendus augmentent de 4 % grâce à la mobilisation des stocks. Avec des prix en baisse de 5 %, la production de l'exercice s'établit, dans ce bassin, à 185 800 €, en baisse de 10 % par rapport à 2016.

Pour les exploitations viticoles dans leur ensemble, les volumes de vins produits baissent de 21 % tandis que les quantités vendues diminuent de 1 %. Avec des disponibilités en baisse, les prix sont globalement en hausse (+5 %) et les stocks reculent. La production de l'exercice diminue de 3 %. Les charges d'approvisionnement se replient de 3 % du fait d'un recul des dépenses en produits phytosanitaires (-10 %) et dans une moindre mesure en engrais et amendements (-6 %). L'EBE par actif non salarié des exploitations viticoles s'établit à 63 900 €, en recul de 6 % par rapport à 2016 et de 10 % pour rapport à 2015. Compte tenu de l'augmentation des dotations aux amortissements (+3 %), le RCAI par actif non salarié s'établit à 41 600 € en moyenne, en baisse de 10 % par rapport à 2016 et de 17 % par rapport à 2015.

Tableau 2 - Indicateurs de synthèse des exploitations viticoles par bassins :

	EBE par unité de travail non salarié				RCAI par unité de travail non salarié			
	Montant 2017	Evolution (en %)			Montant 2017	Evolution (en %)		
		16/15	17/16	17/15		16/15	17/16	17/15
Bordelais	31 802	2,2	-49,4	-48,3	4 134	-2,3	-83,2	-83,6
Bourgogne-Beaujolais	93 209	-10,6	17,6	5,2	66 865	-16,7	25,7	4,7
Champagne	107 399	-5,6	11,3	5,1	83 997	-8,1	15,0	5,8
Charentes	112 656	-15,0	-0,9	-15,8	76 467	-22,3	-3,3	-24,8
Languedoc-Roussillon	27 769	-17,0	-26,6	-39,0	8 918	-32,4	-55,0	-69,6
Sud-Est	49 387	4,2	-17,3	-13,8	34 109	3,0	-24,2	-21,9
Sud-Ouest	42 743	18,3	-23,5	-9,6	20 859	29,6	-39,8	-22,0
Val de Loire	60 379	16,1	-11,9	2,3	38 653	21,4	-18,9	-1,5
Viticulture France métropolitaine	63 891	-4,2	-6,1	-10,1	41 559	-8,1	-9,9	-17,2

*Evolutions calculées sur échantillons d'exploitations 15-16-17 constant - en valeurs réelles

Source : SSP RICA

Baisse des résultats pour la plupart des autres productions végétales

Maraîchage et Horticulture

En 2017, la production de l'exercice des exploitations maraîchères et horticoles est stable par rapport à 2016 (-0,4 %). Les charges d'approvisionnement augmentent de +1,3 % du fait de la hausse de 7 % des dépenses en semences. La réduction de la valeur ajoutée (-1,7%) explique en grande partie la diminution de l'EBE. L'EBE par actif non salarié s'établit à 52 500 €, en baisse de 6 % sur un an. Le RCAI par actif non salarié s'établit pour sa part à 33 800 € en moyenne, un niveau inférieur de 5 % à celui de 2016.

Fruits et cultures permanentes

En 2017, les exploitations spécialisées en fruits et autres cultures permanentes enregistrent une baisse globale de 3,1 % de la production et une hausse des charges de main d'œuvre (+3 % en personnel interne et +18 % en personnel extérieur). L'EBE par actif non salarié, en baisse de 13 % par rapport à 2016, s'élève à 50 400 €. Les évolutions sont cependant très variables selon les productions, avec des rendements et prix très contrastés. Ainsi, les rendements baissent de 8 % pour la pomme, affectés par les gelées tardives printanières, alors qu'ils augmentent de 7 % pour les cerises et de 20 % pour les abricots. Pour les fruits d'été, la récolte précoce et la mise en marché simultanée avec d'autres bassins de production pèsent sur les prix : abricots (-27 %), cerises (-9 %), pêches (-4 %). Au total, dans cette orientation caractérisée par une forte variabilité des résultats entre les productions et les années, le RCAI par actif non salarié s'établit à 31 100 € en 2017 (-20 % par rapport à 2016, après deux années de hausse).

Un redressement des résultats porté par la hausse du prix du lait pour les éleveurs de bovins lait

En 2017, les élevages spécialisés en bovins lait bénéficient d'une conjoncture favorable après trois années marquées par la crise. La production de l'exercice s'accroît de 12 %, dans un contexte de progression des volumes vendus (+2 % par rapport à 2016) et de redressement du prix du lait (+11 % par rapport à 2016 et +7 % par rapport à 2015), imputable à une reprise de la demande (notamment chinoise) et à l'explosion du prix du beurre.

La hausse des charges en alimentation animale (+3 %), liée notamment à l'augmentation du cheptel, est compensée par une baisse des dépenses en engrais (-10 %) et en produits phytosanitaires (-7 %). Malgré la réduction des subventions d'exploitation (-1,9 % en moyenne), l'EBE par actif non salarié s'établit à 51 900 € en 2017 (+28 % par rapport à 2016 et +18 % par rapport à 2015) et le RCAI par actif non salarié à 26 900 € (+74 % par rapport à 2016 et +45 % par rapport à 2015), deux niveaux qui n'avaient pas été atteints depuis 2011.

Si les résultats s'améliorent dans toutes les zones d'élevage, l'ampleur des évolutions est toutefois variable selon les zones, en lien avec le système d'exploitation et la valorisation du lait. Moins impactées par la crise du prix du lait de 2015 et 2016, les exploitations situées en zones de montagne connaissent une remontée moins forte de leurs résultats (*Tableau 3*). Avec une valorisation plus fréquente sous signe de qualité et en circuit court, ces exploitations bénéficient d'un prix moyen du lait plus élevé et plus stable (400 € pour 1000L en moyenne sur l'année, contre 379 € en piémont et 351 € hors zones défavorisées). En 2017, leurs volumes vendus augmentent peu par rapport à 2016 (+0,7 % contre +3% hors zones défavorisées) et les hausses de prix sont moins fortes (+9% par rapport à 2016, contre +12% hors zones défavorisées).

Tableau 3 - Indicateurs de synthèse des élevages en bovins lait selon la localisation du siège d'exploitation

	Production de l'exercice			EBE par unité de travail non salarié			RCAI par unité de travail non salarié		
	2017 (en €)	Evo.* (en %)		2017 (en €)	Evo.* (en %)		2017 (en €)	Evo.* (en %)	
		17/16	17/15		17/16	17/15		17/16	17/15
Hors zone défavorisée	214 648	13,7	6,1	54 020	38,1	20,9	28 737	110,3	58,8
Montagne et haute montagne	131 901	5,4	3,6	45 149	8,5	10,6	22 272	15,2	20,3
Piémont et autre zone défavorisée	213 744	11,5	1,8	54 314	28,7	16,3	27 475	79,5	40,6
Ensemble Bovins Lait France métro.	192 700	11,6	4,8	51 863	28,3	17,5	26 909	73,7	45,2

*Évolutions calculées sur échantillons d'exploitations 15-16-17 constant - en valeurs réelles

Source : SSP RICA

Des résultats en baisse pour les éleveurs de bovins viande et ovin-caprins

Bovins viande

En 2017, les prix de vente des bovins (broutards, taurillons, veaux de boucherie et vaches de réforme) restent bas après deux années particulièrement difficiles pendant lesquelles les abattages de vaches laitières de réforme avaient pesé sur les cours de toutes les catégories d'animaux. Si les ventes de broutards et de bovins maigres repartent à la hausse, notamment grâce à l'export vers l'Italie, la décapitalisation du cheptel allaitant, amorcée en 2016, se poursuit. Avec la baisse du nombre d'animaux placés en atelier d'engraissement, la production de l'exercice se réduit pour la deuxième année consécutive (-2 %). Les charges en alimentation progressent (+7 %) sous l'effet d'une hausse des coûts des matières premières.

Pour les éleveurs de bovins viande, les subventions d'exploitation représentent 36 % du total des produits courants en 2017. La sortie progressive des crises sanitaires et climatiques et la fin des mesures exceptionnelles de soutien entraînent la réduction de près de 3 % de ces subventions d'exploitation. L'EBE par actif non salarié s'établit à 38 100 € en moyenne, en baisse de 5 % par rapport à 2016. Avec des dotations aux amortissements globalement stables (+0,6 %), le RCAI moyen par actif non salarié est de 17 700 €, en baisse de 12 % par rapport à 2016. En 2017, comme depuis 2007, les résultats de cette orientation demeurent faibles.

Ovins-caprins

En 2017, la production des exploitations spécialisées en ovins ou en caprins est légèrement en retrait par rapport à 2016 (-1,6 %). Les producteurs d'agneaux connaissent une consommation orientée à la baisse et des prix en recul (-2 %). A l'inverse les prix du lait de brebis et du lait de chèvre (respectivement 1010 € et 715 €/1000 L) sont en légère hausse (+1,1 % et +0,8 %) et les volumes collectés sont stables pour le lait de brebis et en hausse pour le lait de chèvre (+3 %).

Avec des charges en alimentation en augmentation (+6 %) liées à la hausse des coûts des matières premières et des subventions d'exploitation (36 % des produits courants) réduites de 1 %, l'EBE par actif non salarié s'établit à 37 000 € (-8 % par rapport à 2016). Les dotations aux amortissements se stabilisent (-0,4 %) et le RCAI moyen par actif non salarié s'établit à 19 600 €, en baisse de 14 % par rapport à 2016.

Maintien des résultats à un niveau élevé pour les éleveurs de porcins

En 2017, les producteurs de porcins continuent de bénéficier d'une conjoncture favorable grâce à de nouveaux débouchés (Japon, Corée, Philippines) qui compensent le ralentissement des exportations vers la Chine. Le prix du porc charcutier progresse de 3 %, contribuant à l'augmentation de 2 % de la production de l'exercice par rapport à 2016. Malgré la hausse des charges en alimentation (+1,7 %) et la réduction des subventions d'exploitation (-8 % en moyenne), l'EBE par actif non salarié se stabilise à 89 900 € (-0,6 %). Il s'agit d'un point haut dans les évolutions cycliques de cette production. Avec la stabilisation des dotations aux amortissements (-0,6 %), le RCAI par actif non salarié se stabilise à 48 800 € en moyenne (+0,9 %), un niveau presque trois fois supérieur à celui de 2015.

Redressement des résultats pour les volailles, avec des évolutions contrastées selon les filières

En 2017, les producteurs d'œufs français bénéficient d'une hausse de la demande adressée à la France dans un contexte de crise des œufs contaminés au Fipronil en Europe. Le prix des œufs payé aux exploitants s'accroît de 5 % par rapport à 2016, entraînant une hausse de 5 % de la production.

A contrario, la production en volaille de chair connaît une baisse des exportations. La valeur de la production de poulets de chair diminue de 5 % malgré des prix relativement stables (-1 %) tandis que celle des dindes s'accroît légèrement (+1,6 %) malgré des prix en baisse (-5 %). La filière des palmipèdes gras souffre en revanche, pour la deuxième année consécutive, de l'épidémie d'influenza aviaire dans le Sud-Ouest qui pèse sur les ventes de canards.

Les charges en alimentation animale sont globalement en baisse (-3 %) : les effectifs de volailles de chair sont en repli et la part importante des élevages sous contrat d'intégration limite les effets des variations conjoncturelles des prix de l'alimentation animale. Les aides aux professionnels du canard et foie gras concernés par l'épidémie de grippe aviaire conduisent à un accroissement des subventions pour la deuxième année consécutive (+8 %). Au total, l'EBE par actif non salarié s'établit à 66 400 € en moyenne (soit +23 % par rapport à 2016, et +12 % par rapport à 2015) et le RCAI par actif non salarié est de 36 100 €, un niveau 38 % plus élevé qu'en 2015.

2. Les disparités de résultats en 2017

En 2017, comme les années précédentes, la moyenne du résultat courant avant impôts (RCAI) masque d'importantes disparités de situations entre les exploitations. La moitié des exploitations ont un RCAI par unité de travail annuel non salarié (Utans) inférieur à 20 700 €. Un quart ont un RCAI par Utans inférieur à 7 700 € tandis qu'un quart en génèrent un supérieur à 37 400 €, soit un rapport de 1 à 5 (*Tableau 4*). L'hétérogénéité des résultats est très forte entre les 10% des exploitations qui ont le plus faible RCAI par Utans (inférieur à -4 100 € en 2017) et les 10 % des exploitations au plus fort RCAI par Utans (supérieur à 62 200 €).

Tableau 4 – Distribution et indicateurs de disparité des principaux indicateurs de résultat

	Moyenne	D1	Q1	Médiane	Q3	D9	Q3-Q1	Q3/Q1
EBE	72 386	11 827	25 829	52 967	94 691	151 938	68 862	4
EBE/Utans	53 241	10 269	23 234	41 434	65 813	101 028	37 040	3
RCAI	38 325	-4 536	8 797	26 120	53 285	94 566	44 488	6
RCAI/Utans	27 581	-4 131	7 651	20 666	37 447	62 221	29 796	5

Source : SSP-RICA

La proportion d'exploitations générant un RCAI par Utans négatif est nettement plus faible en 2017 qu'en 2016, année particulièrement défavorable : à 14% contre 24 % en 2016, elle est équivalente à celle observée en 2015 (*Tableau 5*). La part des exploitations générant plus de 50 000 € de RCAI par Utans augmente de 4 points (15 % en 2016 contre 11 % en 2016), retrouvant le niveau de 2015.

Tableau 5 - Répartition des exploitations par tranches de RCAI par Utans en % par orientations

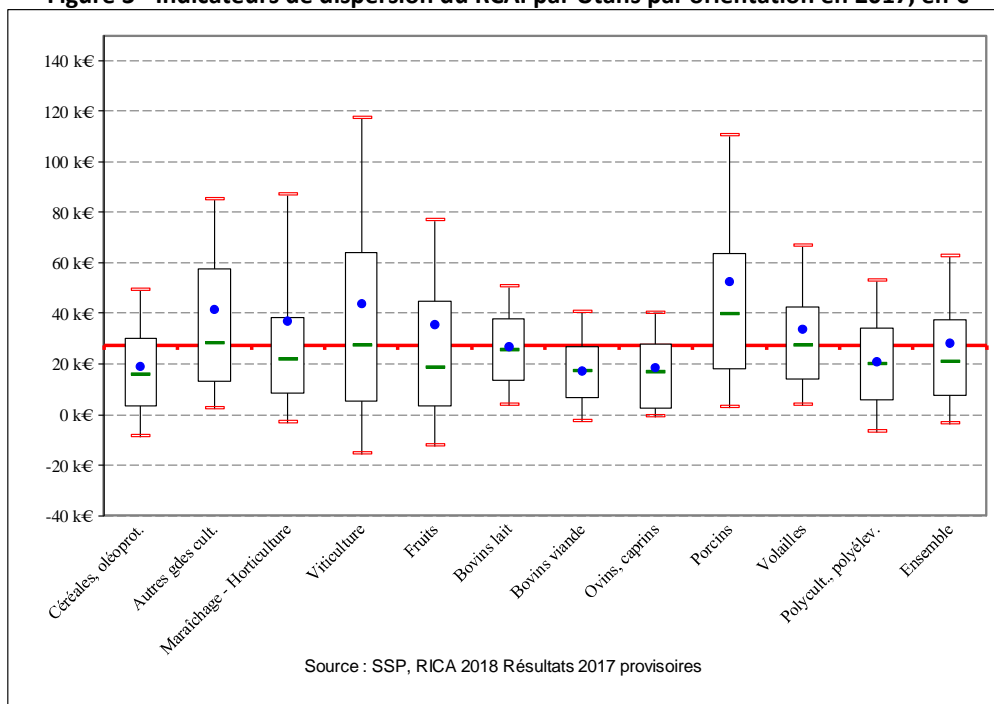
Orientations techniques	<=0 k€	0 - 25 k€	25 - 50 k€	> 50 k€	Total
Céréales et oléoprotéagineux	19%	47%	23%	10%	100%
Cultures générales	9%	36%	26%	29%	100%
Marâchage et horticulture	15%	43%	25%	18%	100%
Viticulture	18%	30%	21%	31%	100%
Cultures fruitières et autres cultures permanentes	22%	36%	25%	18%	100%
Bovins lait	7%	43%	40%	10%	100%
Bovins viande	14%	57%	25%	4%	100%
Ovins, caprins	13%	56%	26%	5%	100%
Porcins, volailles et autres granivores	6%	37%	34%	23%	100%
Polyculture polyélevage	17%	45%	27%	11%	100%
Ensemble 2017	14%	43%	28%	15%	100%
<i>Rappel 2016</i>	<i>24%</i>	<i>44%</i>	<i>21%</i>	<i>11%</i>	<i>100%</i>
<i>Rappel 2015</i>	<i>14%</i>	<i>45%</i>	<i>26%</i>	<i>15%</i>	<i>100%</i>

Source : SSP-RICA

En 2017, ce sont les exploitations spécialisées en fruits et autres cultures permanentes qui enregistrent la part la plus élevée de résultat courant déficitaire (22 %), suivies des céréaliers (19 % contre 53 % en 2016) et des viticulteurs (18 %). C'est également davantage en viticulture que les résultats supérieurs à 50 000 € sont constatés (31 % ont un RCAI supérieur à 50 000€) ainsi qu'en grandes cultures hors COP (29 %) et dans les élevages de granivores (23 %).

Comme les années précédentes, les dispersions de résultats les plus faibles sont relevées parmi les élevages d'herbivores, pour lesquels s'observe une moindre diversité dans la valorisation des produits : ainsi en orientation « Bovins viande », l'intervalle interquartile du RCAI/Utans n'est que de 20 500 € (Figure 3), soit un rapport de 1 sur 4 comme en 2016.

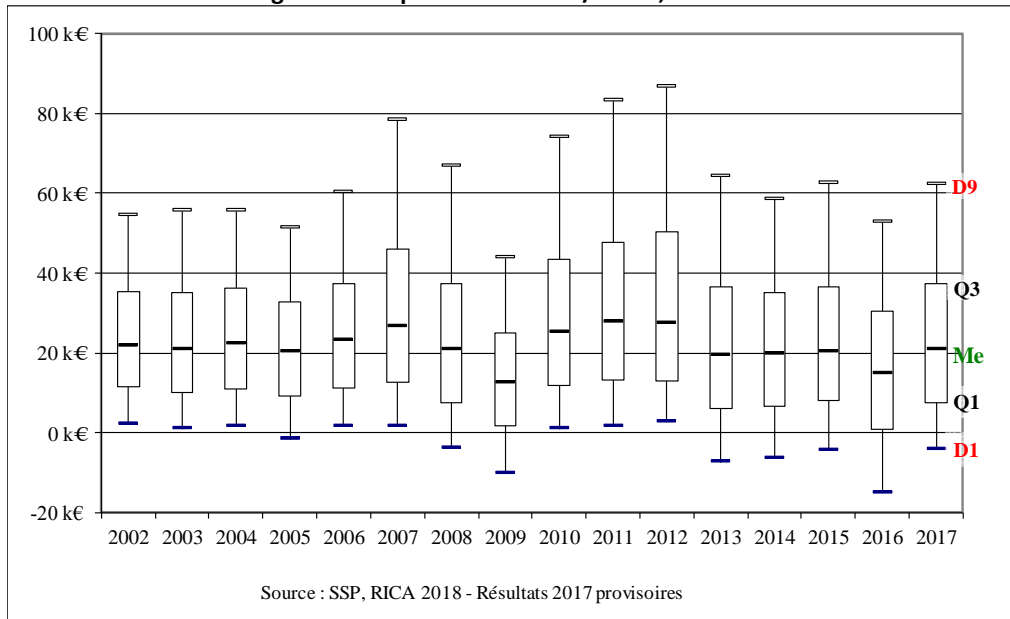
Figure 3 - Indicateurs de dispersion du RCAI par Utans par orientation en 2017, en €



Source : SSP-RICA

La dispersion des résultats a tendance à augmenter en période de hausse des prix et à se contracter en période de baisse des prix. La dispersion s'est ainsi beaucoup accrue entre 2005 et 2007 puis 2009 et 2012 (Figure 4), en lien notamment avec les bonnes performances des orientations céréalières dans un contexte de forte hausse des prix. Depuis 2013, la dispersion est plus réduite et globalement stable.

Figure 4 – Dispersion du RCAI /Utans, en € réels



Source : SSP-RICA

La dispersion de l'excédent brut d'exploitation (EBE) conduit, peu ou prou, à la même hiérarchie entre les différentes orientations productives (cf. Annexes).

3. Les subventions aux exploitations agricoles en 2017

2017, année médiane de la programmation 2015-2020

Outre le verdissement et la réduction des écarts entre les niveaux d'aides par hectare (convergence des droits à paiement de base), l'objectif national de la PAC 2015-2020 était de rééquilibrer les aides agricoles en faveur de l'élevage et du développement rural (environnement, emploi, installation de nouveaux agriculteurs, soutien des territoires ruraux).

Le paiement unique à l'hectare (DPU), indépendant des quantités produites, qui existait entre 2006 et 2014, a été remplacé par une aide découplée à quatre composantes : le paiement de base, adossé à un droit à paiement de base (DPB), le paiement vert, le paiement redistributif et le paiement additionnel aux jeunes agriculteurs. La valeur du DPB est liée aux paiements historiques touchés par l'exploitant en 2014. Le paiement vert est payé en complément des DPB, conditionnellement au respect de pratiques bénéfiques pour l'environnement, relatives au maintien de prairies permanentes, à la diversification des cultures et au maintien des surfaces d'intérêt écologique (SIE). Ces deux aides convergent progressivement et dans les mêmes proportions vers la valeur moyenne nationale afin de réduire les disparités entre agriculteurs (70 % de la convergence devrait être atteinte d'ici 2019).

En majorant les 52 premiers hectares de chaque exploitation, le paiement redistributif permet, quant à lui, de soutenir les productions à forte valeur ajoutée ou génératrices d'emploi qui se font sur des exploitations de taille inférieure à la moyenne. La part des aides du 1^{er} pilier consacrée au paiement redistributif se maintient à 10 % en 2017 comme l'année précédente. Les aides couplées animales et végétales représentent quant à elles environ 15 % du total des aides du 1^{er} pilier. La majorité des aides couplées animales (bovins allaitants, ovins, caprins...) ont été reconduites lors de la réforme, et quelques nouvelles aides ont été mises en place depuis 2015 pour l'élevage (lait, légumineuses fourragères) et certaines productions ciblées (fruits et légumes pour la transformation).

Le total des aides du 1^{er} pilier (aides découplées et aides couplées) représente près de 78 % du total des subventions perçues par les exploitations, le reste étant constitué des aides en faveur du développement rural (dite « 2nd pilier ») et les autres aides (aides de crise, calamités agricoles et autres aides publiques nationales). Les aides du 2nd pilier comprennent notamment l'Indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) et les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC). Ces dernières ont pour finalité de soutenir les exploitants qui s'engagent dans des pratiques qui combinent performances économiques et environnementales.

Dans le RICA, les subventions d'exploitation sont enregistrées au titre de la campagne en cours. Les nouvelles modalités de la PAC ainsi que la refonte du système de déclaration des surfaces, développée afin de limiter les risques de refus d'apurement, ont entraîné un retard du paiement sur certaines aides. Dans ce contexte, les montants des aides découplées, des aides couplées, de l'ICHN et de l'aide à l'assurance récolte payés au titre de la campagne 2017 ont pu être intégrés¹, mais les montants des aides bio et des MAEC ont été estimés.

En 2017, 90 % des exploitations agricoles bénéficient d'au moins une subvention (*Tableau 6*). Ces exploitations bénéficiaires reçoivent en moyenne 33 200 € d'aides. L'ensemble des exploitations spécialisées en grande culture reçoivent des subventions d'exploitation ; en moyenne, les exploitations spécialisées en COP et en autres grandes cultures perçoivent respectivement 32 500 € et 36 000 €. La quasi-totalité des éleveurs d'herbivores bénéficient également de subventions en 2017. Les éleveurs de bovins viande touchent en moyenne 46 700 € d'aides, soit 41 % du total de leurs recettes subventions comprises, les éleveurs de bovins lait 34 000 €, et les éleveurs d'ovins-caprins plus de 45 700 €.

Tableau 6 - Principales caractéristiques des subventions versées aux exploitations agricoles en euros 2017, par orientation productive

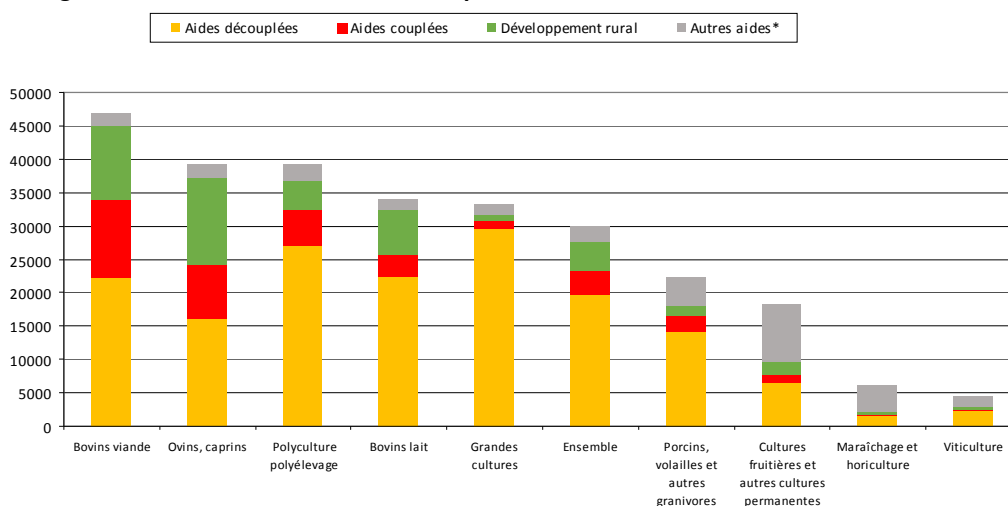
Orientation technique	Exploitations bénéficiaires de subventions	Par bénéficiaire d'au moins une subvention			Par bénéficiaire de l'aide		
		Montant 2017 (en €)	Évol. (%) 17/16	% Recettes	Paiements uniques (en €)	Aides couplées (en €)	Développement Rural (en €)
Bovins viande	100%	46 745	-2,8%	40,9%	22 249	11 783	13 474
Ovins et caprins	100%	45 731	-1,0%	44,6%	19 094	9 948	16 425
Polyculture, polyélevage, autres	99,7%	39 396	0,9%	22,0%	27 448	6 380	9 955
Autres grandes cultures	98,8%	36 005	-2,6%	13,9%	31 653	3 102	9 250
Bovins lait	100%	34 025	-1,9%	17,9%	22 402	3 255	13 939
Céréales et oléoprotéagineux	100%	32 481	-1,1%	20,9%	29 003	2 536	7 669
Volailles	75,5%	24 433	7,6%	10,9%	14 444	5 313	6 458
Fruits et autres cultures permanentes	86,3%	21 237	9,3%	13,4%	9 158	8 349	6 669
Porcins	88,6%	20 379	-3,2%	5,3%	17 103	3 774	9 529
Maraîchage et horticulture	41,0%	14 697	-1,4%	4,1%	5 961	6 903	4 100
Viticulture	59,2%	7 582	-1,2%	4,7%	7 011	1 650	3 757
Total	90,0%	33 193	-1,5%	20,8%	23 529	6 138	12 268

Source : SSP RICA

Les viticulteurs et les maraîchers-horticulteurs sont moins nombreux à bénéficier de subventions : 59 % des exploitations spécialisées en viticulture et 41 % des maraîchers-horticulteurs en perçoivent. Ils restent par ailleurs les moins subventionnés, avec 7 600 € en moyenne pour les viticulteurs et 14 700 € pour les maraîchers-horticulteurs. La contribution des aides au total de leurs recettes est comprise entre 5 % et 4 % (contre 21 % pour la moyenne de l'ensemble des productions).

¹ Le remboursement de la discipline financière est compris dans les montants d'aides du 1^{er} pilier.

Figure 5 - Nature des subventions d'exploitation accordées au cours de l'exercice 2017



Champ : Ensemble des exploitations, bénéficiaires ou non d'aide

* La catégorie "autres aides" comporte notamment certaines aides de crise, les indemnités au titre des calamités agricoles, l'aide à l'assurance récolte et les autres aides publiques nationales.

Source : SSP RICA

Les subventions d'exploitation évitent à 1/5 des exploitants d'avoir un résultat négatif

3 % des exploitations agricoles ont un EBE négatif en 2017 (Tableau 7), mais cette proportion aurait été de 22 % avant prise en compte des subventions. Le niveau moyen d'EBE s'élève à 72 400 €, alors qu'il s'élèverait à 42 500 € sans prise en compte de celles-ci. Comme en 2016, les résultats des éleveurs restent fortement tributaires de ces subventions, notamment en bovins viande et ovins-caprins : 54 % de ces derniers ont un EBE hors subventions négatif, tandis qu'ils ne sont plus que 1 % après comptabilisation des aides.

Tableau 7 - Effectifs* d'exploitations ayant un EBE négatif, avant et après subventions d'exploitation, et montants moyens des EBE par orientation productive en 2017

	Proportion d'exploitations ayant un EBE négatif						EBE	EBE avant subventions
	hors subventions			y compris subventions				
	%	évolution 2017/2016 (pt %)	évolution 2017/2015 (pt %)	%	évolution 2017/2016 (pt %)	évolution 2017/2015 (pt %)		
Céréales et oléoprotéagineux	28%	-31,7	0,1	3%	-11,1	0,3	53 140	20 659
Autres grandes cultures	8%	-21,1	-2,3	2%	-4,8	0,5	95 324	59 750
Maraîchage et horticulture	8%	2,0	1,1	6%	1,1	-0,3	79 048	73 016
Viticulture	11%	4,8	3,6	9%	3,8	3,0	81 083	76 597
Fruits et autres cultures permanentes	26%	15,7	18,2	14%	9,5	10,0	72 758	54 426
Bovins lait	9%	-9,2	-0,8	0%	-2,2	-0,3	82 658	48 634
Bovins viande	49%	5,5	10,5	2%	1,0	-0,1	48 401	1 656
Ovins et caprins	54%	8,3	10,1	1%	0,3	-0,4	50 344	4 613
Porcins	4%	-3,3	-5,2	1%	-1,9	-3,1	129 228	111 180
Volailles	11%	3,3	7,5	1%	-0,1	-1,1	88 108	69 666
Polyculture, polyélevage, autres	27%	-13,4	0,5	2%	-3,6	-2,3	72 239	32 966
Ensemble France métropolitaine	22%	-8,8	2,4	3%	-2,4	0,4	72 386	42 522

*Evolution des effectifs 15-17 et 16-17 calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - € courants.

Source : SSP, RICA

Hors comptabilisation des subventions, 50 % des exploitations agricoles auraient un RCAI négatif (11 points de moins qu'en 2016) (Tableau 8), contre 14 % après prise en compte de celles-ci (10 points de moins qu'en à 2016), des proportions équivalentes à celles observées en 2015. Sans subventions, 87 % des éleveurs de bovins viande auraient un RCAI négatif en 2017 ; cette proportion redescend à 14 % une fois intégrées les subventions.

Tableau 8 - Effectifs* d'exploitations ayant un RCAI négatif, avant et après subventions d'exploitation, et montants moyens des RCAI par orientation productive en 2017

	Proportion d'exploitations ayant un RCAI négatif						RCAI	RCAI hors subventions
	hors subventions			y compris subventions				
	%	évolution 2017/2016 (pt %)	évolution 2017/2015 (pt %)	%	évolution 2017/2016 (pt %)	évolution 2017/2015 (pt %)		
Céréales et oléoprotéagineux	65%	-23,5	-4,8	19%	-33,8	-5,4	22 884	-9 596
Autres grandes cultures	36%	-24,0	-4,6	9%	-22,7	-0,2	51 330	15 756
Maraîchage et horticulture	17%	0,0	0,6	15%	0,8	3,6	50 882	44 850
Viticulture	22%	7,1	9,5	18%	5,8	7,7	52 741	48 255
Fruits et autres cultures permanentes	37%	13,2	12,3	22%	8,8	12,1	44 849	26 517
Bovins lait	41%	-23,3	-15,6	7%	-10,0	-5,0	42 887	8 862
Bovins viande	87%	3,5	2,5	14%	2,8	4,5	22 512	-24 233
Ovins et caprins	80%	4,8	6,3	12%	6,5	4,2	26 707	-19 024
Porcins	19%	-8,3	-29,1	7%	-5,4	-16,7	70 111	52 063
Volailles	26%	-6,2	4,4	5%	-6,9	-0,3	47 867	29 425
Polyculture, polyélevage, autres	63%	-15,4	-1,8	17%	-12,5	-0,9	32 729	-6 544
Ensemble France métropolitaine	50%	-10,6	-2,7	14%	-10,2	0,0	38 325	8 461

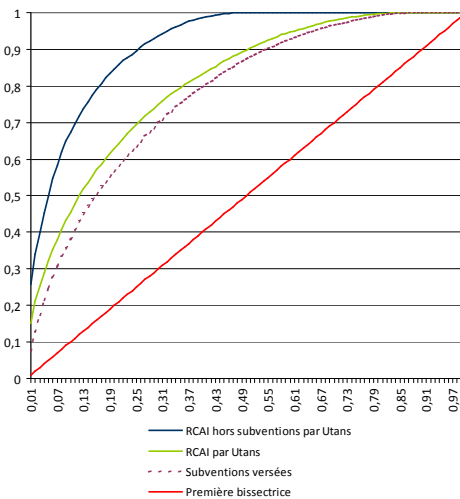
*Evolution des effectifs 15-17 et 16-17 calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - € courants.

Source : SSP, RICA

Les subventions d'exploitation limitent les disparités de résultats entre les différentes productions

Les subventions sont réparties de façon plus équilibrée entre les exploitations agricoles que le RCAI par Utans hors subventions. Elles ont ainsi pour effet de réduire globalement les disparités de résultat (la courbe de Lorenz se rapproche de la première bissectrice) (Figure 6). La réduction de la dispersion, consécutive à l'attribution des subventions, s'explique essentiellement par la concentration des aides vers les orientations productives à plus faible revenu en moyenne.

Figure 6 - Mesure de concentration des RCAI par Utans, avant et après subventions en 2017



Source : SSP RICA

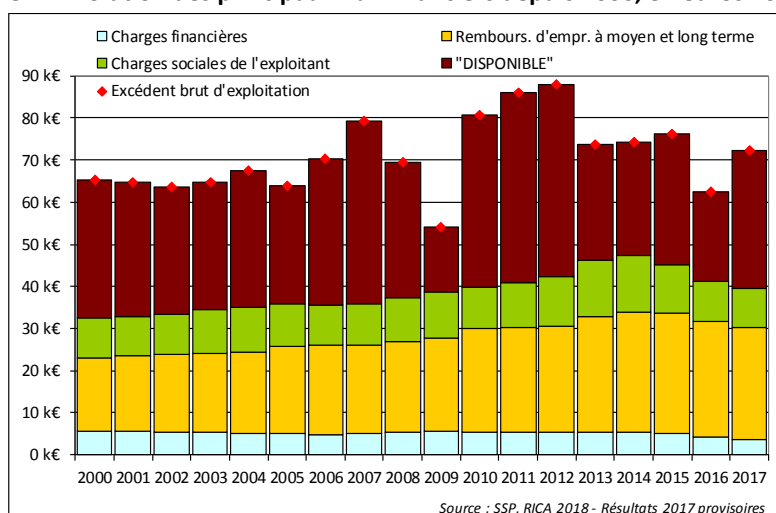
Note de lecture : la courbe de Lorenz permet d'observer la concentration d'une population selon une caractéristique continue, comme le RCAI. Plus la courbe est proche de la première bissectrice, plus la répartition de cette caractéristique est égalitaire. En 2017, 20 % des exploitations agricoles se partagent 63 % du total des subventions octroyées.

4. La situation financière des exploitations agricoles

Le redressement des résultats permet un net accroissement des ressources disponibles pour les prélèvements privés et l'autofinancement

L'amélioration des résultats économiques en 2017 (l'EBE augmente de 18 % en moyenne par rapport à 2016) permet aux exploitations de retrouver davantage de ressources. Une fois déduits de l'EBE les charges financières, les annuités d'emprunts à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant, le « solde disponible » s'établit à 33 000 € en 2017 (Figure 7), en hausse de 55 % par rapport à 2016. Ce « disponible » peut être utilisé pour rémunérer l'exploitant ou investir (autofinancement pouvant être complété par un recours à l'emprunt).

Figure 7 - Evolution des principaux flux financiers depuis 2000, en euros 2017



Source : SSP, RICA 2018 - Résultats 2017 provisoires

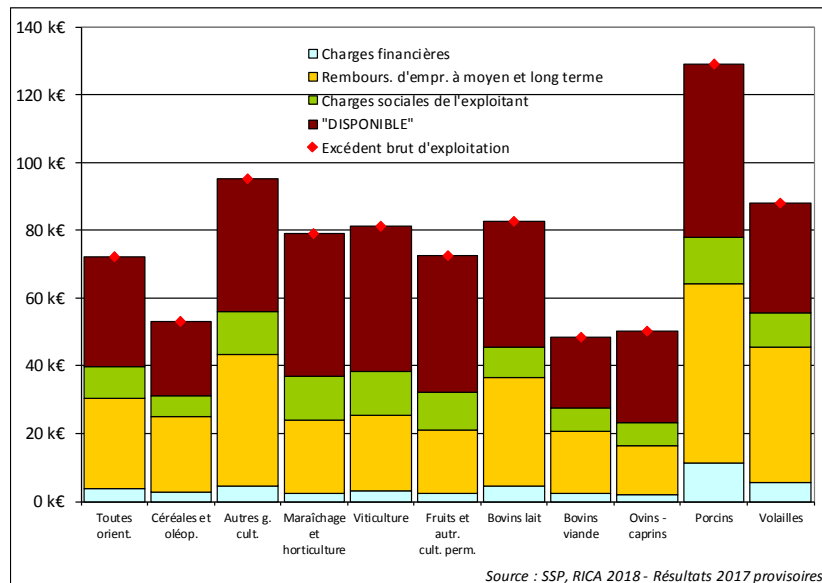
*Le "disponible" correspond à l'EBE - remb. d'emprunts. moyen et long terme - Ch. Financières - Cotis. sociales

**Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - calculées en valeurs réelles (euros 2017)

Après avoir tendancielllement augmenté depuis le début des années 2000, les remboursements d'emprunts à moyen et long terme s'établissent à 26 700 € en 2017, et tendent à se stabiliser depuis 2013. Avec 9 300 € en moyenne par exploitation, les charges sociales de l'exploitant se stabilisent par rapport à 2016.

Le « disponible » varie fortement selon les productions, en lien avec la situation conjoncturelle et les caractéristiques structurelles propres à chaque orientation productive. Si les éleveurs porcins dégagent 51 400 € en moyenne (Figure 8), les éleveurs de bovins viande obtiennent 21 000 €. Les céréaliers, qui n'avaient pu dégager de ressources en 2016 avec un EBE insuffisant pour couvrir les dépenses (-6 000 €), dégagent un disponible de 21 900 € en 2017, soit un niveau supérieur de 25% par rapport à 2015.

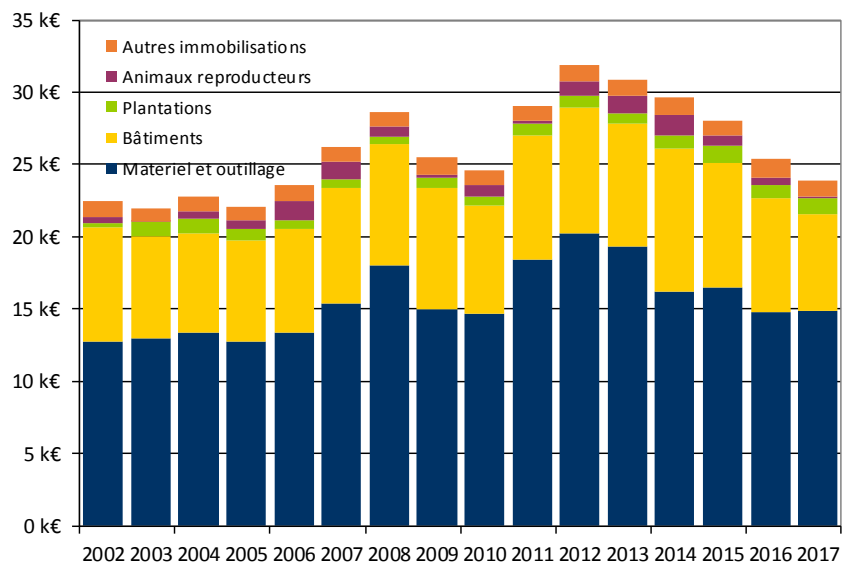
Figure 8 - Principaux flux financiers des exploitations agricoles en 2017, par orientation productive



Les investissements encore marqués par la crise

Le recul des investissements (acquisitions diminuées des cessions), observé depuis 2013, se poursuit en 2017 (-11 % par rapport à 2016 et -16 % par rapport à 2015). Avec une moyenne de 23 900 € en 2017, les investissements sont à un niveau inférieur à celui constaté en 2010 à la suite de la crise de 2009, et se rapprochent désormais du niveau observé au début des années 2000 (22 300 € en moyenne sur la période 2002-2005). En moyenne, les acquisitions corporelles (hors foncier) s'élèvent à 30 000 € (-8 % par rapport à 2016) tandis que les cessions de biens immobilisés s'établissent à 6 200 € (-3 %) (Figure 9).

Figure 9 - Evolution des postes d'investissement depuis 2002, en euros 2017



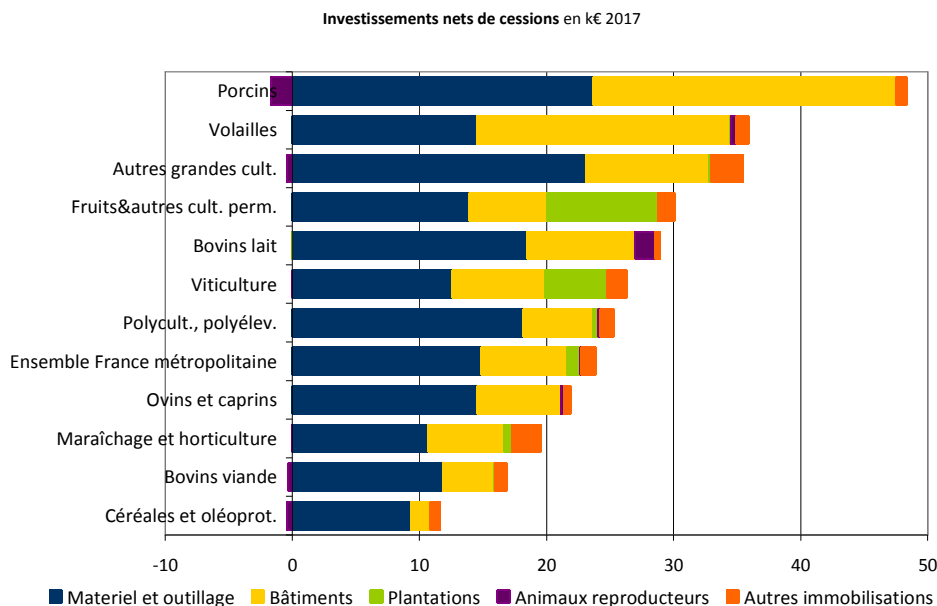
Le repli global des investissements par rapport à 2016 concerne l'ensemble des actifs à l'exception des plantations. Le matériel et outillage, qui représente le premier poste d'investissement (62 % en moyenne), baisse de 2 % et les investissements en bâtiments², second poste d'investissement (28 %), diminuent de 23 %. Les investissements en animaux reproducteurs reculent de près de 90 % en 2017.

En 2017, la baisse globale des investissements est principalement tirée par celle des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux (-29 % d'investissements par rapport à 2016), après une année 2016 marquée par de très mauvais résultats. La baisse des investissements est également marquée pour les exploitations spécialisées en maraîchage et horticulture (-30 %) et les élevages bovins viande (-19 %). A l'inverse, les élevages de porcins et de volailles ont fortement renforcé leurs investissements par rapport à 2016 (respectivement 46 700 € soit +58 % et 35 900 €, soit +44 %).

L'investissement est très inégalement réparti entre les exploitations. En 2017, près de 26 % d'entre elles affichent un investissement nul ou négatif (davantage de cessions que d'acquisitions). Inversement, 15 % des exploitations ont investi plus de 50 000 € au cours de l'année, assurant ainsi 65 % du total des investissements (contre 68 % en 2016 et 70 % en 2015).

Le niveau et la composition des investissements dépendent beaucoup de l'orientation technique des exploitations agricoles. Les investissements en production porcine se répartissent de façon assez équilibrée entre le matériel et outillage et les bâtiments. A contrario, les investissements des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux portent essentiellement sur le matériel et outillage (près de 83 % du total des investissements). En viticulture et en production de fruits et autres cultures permanentes, les investissements en plantations sont importants : ils représentent respectivement 19 % et 29 % de leur investissement en 2016 (Figure 10).

Figure 10 - Niveaux d'investissement en euros par postes en 2017, par orientation productive



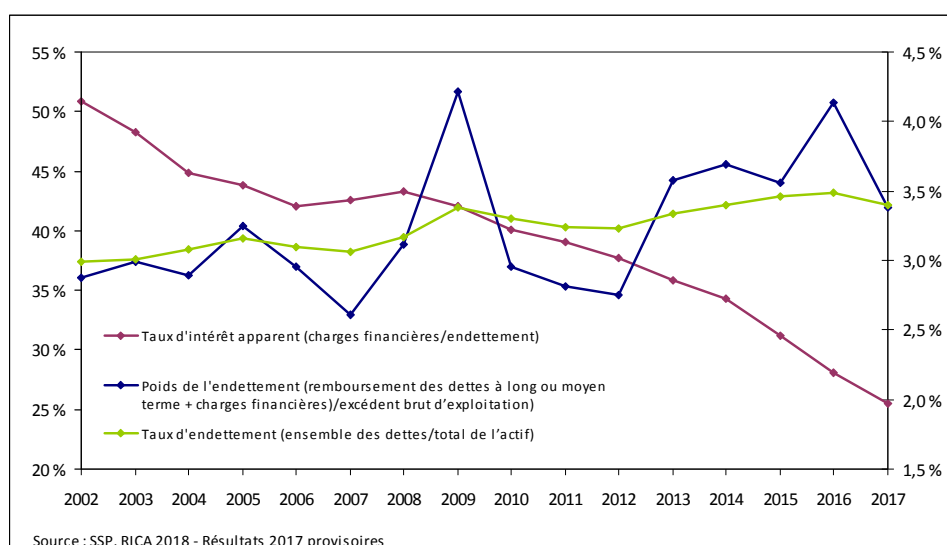
²Sont compris sous ce terme les constructions, qui comprennent les bâtiments, et les installations complexes spécialisées liées par leur fonctionnement aux bâtiments (stabulations libres, salles de traite, silos, installations frigorifiques, tunnels, ...)

L'endettement se réduit pour la plupart des orientations productives

Le montant moyen de l'endettement des exploitations en 2017 s'élève à 187 000 €. Il est en baisse pour la deuxième année consécutive, après avoir tendanciuellement augmenté depuis le début des années 2000. Le taux d'endettement (rapport des dettes sur le total de l'actif) s'établit à 42 % (Figure 11). Avec la remontée des résultats en 2017 dans la plupart des productions, le poids de l'endettement (la somme du remboursement des emprunts à long ou moyen terme et des charges financières rapportée à l'excédent brut d'exploitation) se réduit fortement (-17 points) et passe sous le niveau observé en 2015 (-2,5 points). En parallèle, la baisse des taux d'intérêts se poursuit et permet de contenir les charges financières à 3 700 € en moyenne (5 100 € en 2010).

La baisse de l'endettement observée au niveau global s'explique notamment par le moindre endettement des exploitations spécialisées en grandes cultures (133 400 €, soit -6 % par rapport à 2016 et -7 % par rapport à 2015), dans un contexte de baisse des investissements. Après une forte baisse en 2016, le montant moyen de dette des élevages porcins se stabilise en 2017 à 431 400 € (-0,4 % par rapport 2016 et -10 % par rapport à 2015). Il reste le plus élevé de toutes les orientations productives, le taux d'endettement s'établissant pour sa part à 67 %. Les éleveurs de volailles ont également un montant moyen de dette élevé (257 100 € en 2017, en recul de 3 % par rapport à 2016 et de 5 % par rapport à 2015), de même que les exploitations en grandes cultures hors COP (254 500 €, en hausse de 3 % par rapport à 2016 et 2015). Malgré une hausse de 5 % par rapport à 2016 et de 13 % par rapport à 2015, les éleveurs d'ovins-caprins conservent le niveau moyen de dette le plus faible en 2017, à 103 300 €.

Figure 11 – Ratios d'endettement et taux d'intérêt apparent des exploitations agricoles depuis 2002

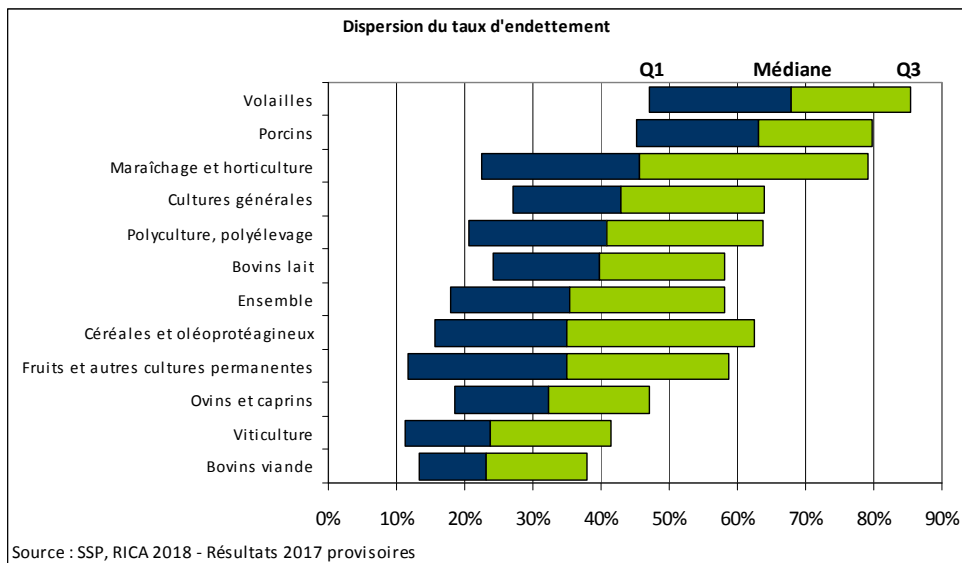


*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - en euros 2017

Source : SSP RICA

Le taux d'endettement des exploitations céréalières recule de cinq points par rapport à 2016, compte-tenu du recul du niveau de la dette, mais il reste toutefois très dispersé (Figure 12) : un quart des exploitations ont des dettes finançant près de 63 % de leur actif en 2017 alors que pour un autre quart, celle-ci ne dépassent pas 13 % de l'actif. Dans les élevages de bovins viande, le taux d'endettement est stable en 2017 (-0,9 %) et reste faiblement dispersé.

Figure 12 – Indicateur de dispersion du taux d’endettement en 2017, par orientation productive



Source : SSP RICA

Le bilan 2017 à la clôture de l'exercice

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l’exploitation à la clôture de l’exercice. L’actif, à gauche, traduit les moyens possédés par l’exploitation et mis en œuvre pour exercer son activité. Il comprend les actifs immobilisés, qui sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs et les actifs circulants, qui représentent essentiellement les biens et créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Le passif, à droite, décrit les ressources mobilisées par l’exploitation pour financer les moyens mis en oeuvre, l’endettement constituant la contribution des partenaires extérieurs et les capitaux propres celle de l’exploitant.

La structure des bilans est conditionnée en grande partie par le processus de production. Elle varie donc sensiblement d’une orientation à l’autre. En 2016, l’actif d’une exploitation agricole toutes orientations confondues se stabilise à 443 800 € (Tableau 9). Il est composé à 58 % d’immobilisations, et à 41 % d’actifs circulants. En élevage de bovins, les immobilisations atteignent 69 % en bovins lait et 68 % en bovins viande tandis qu’elles ne représentent que 40 % en viticulture.

Les actifs sont financés à hauteur de 58 % par des capitaux propres et de 42 % par des dettes.

Avec 118 700 € en moyenne, les emprunts à long et moyen terme représentent 63 % de la dette totale. L’importance des capitaux propres est aussi conditionnée par le processus de production. Les exploitations viticoles, qui doivent financer les stocks de vin (70 % du total de leurs actifs circulants), assurent largement le financement de leur activité sur capitaux propres (69 %). À l’inverse, dans les orientations maraîchage, horticulture, volailles et porcs, le cycle de production plus court ne s’accompagne pas d’un financement sur capitaux propres dans une proportion aussi importante (32 % en élevage de volailles et 33 % en élevage de porcins).

Tableau 9 – Bilan à la clôture de l'exercice 2017, pour l'ensemble des exploitations

Bilan à la clôture de l'exercice 2017 - Toutes orientations confondues

Détail de l'actif	Valeur en k€	Clôture - Ouverture			Détail du passif	Valeur en k€	Clôture - Ouverture	
Actif immobilisé 58%	258,2	-0,8	-0,3%	Immobilisations Capitaux permanents	Capitaux propres 58%	256,7	5,6	+2,2%
Terrain	44,2	2,2	+5,3%		Capital individuel initial	184,2	0,0	+0,0%
Aménagts, construct. et install. spécialisées	67,2	-1,2	-1,8%		Variation du capital initial	63,6	5,5	+9,4%
Matériel	70,0	-2,8	-3,9%		Subventions d'investissement	8,8	0,2	+1,8%
Plantations	8,9	0,3	+3,8%		Dettes 42%	187,0	-1,3	-0,7%
Animaux reproducteurs	45,9	0,1	+0,2%		Dettes à long ou moyen terme	118,7	-1,5	-1,3%
Autres immobilisations	22,0	0,7	+3,2%		Emprunts à court terme	7,1	-0,3	-3,9%
Actifs circulants 41%	183,8	5,1	+2,8%	Autres dettes financ. à - 1 an	11,5	-0,6	-4,6%	
Stocks	100,8	1,2	+1,2%	Dettes auprès de tiers	49,8	1,0	+2,1%	
Valeurs réalisables	46,2	0,4	+0,9%	Régularisation passif	0,2	0,0	+4,5%	
Valeurs disponibles	36,9	3,5	+10,4%	Total passif	443,8	4,3	+1,0%	
Régularisation actif	1,7	0,0	+0,5%					
Total actif	443,8	4,3	+1,0%					

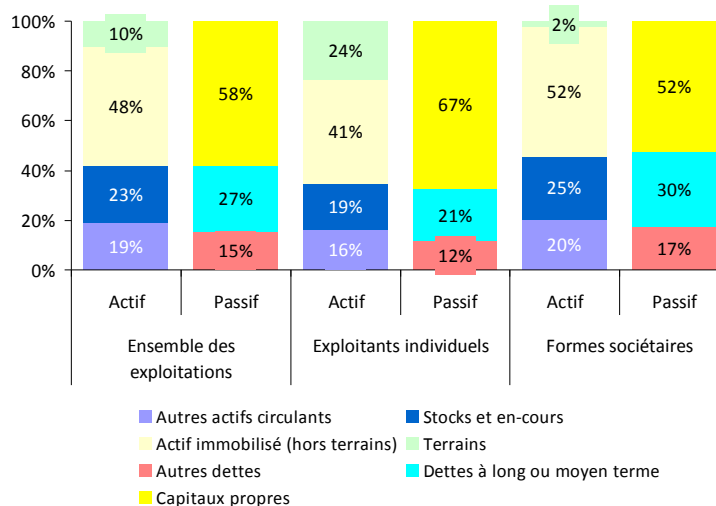
Source : SSP, RICA 2018 – Résultats 2017 provisoires

Source : SSP RICA

Depuis 40 ans le nombre d'exploitations agricoles sous formes sociétaires se développe, tandis que celui des exploitations individuelles ne cesse de diminuer, les formes sociétaires facilitant l'association entre les exploitants et permettant la séparation entre patrimoine privé et professionnel. En 2002, plus des deux tiers des exploitations agricoles « moyennes et grandes » de France métropolitaine étaient des exploitations individuelles. En 2017, les exploitations sous formes sociétaires dépassent en nombre les exploitations individuelles.

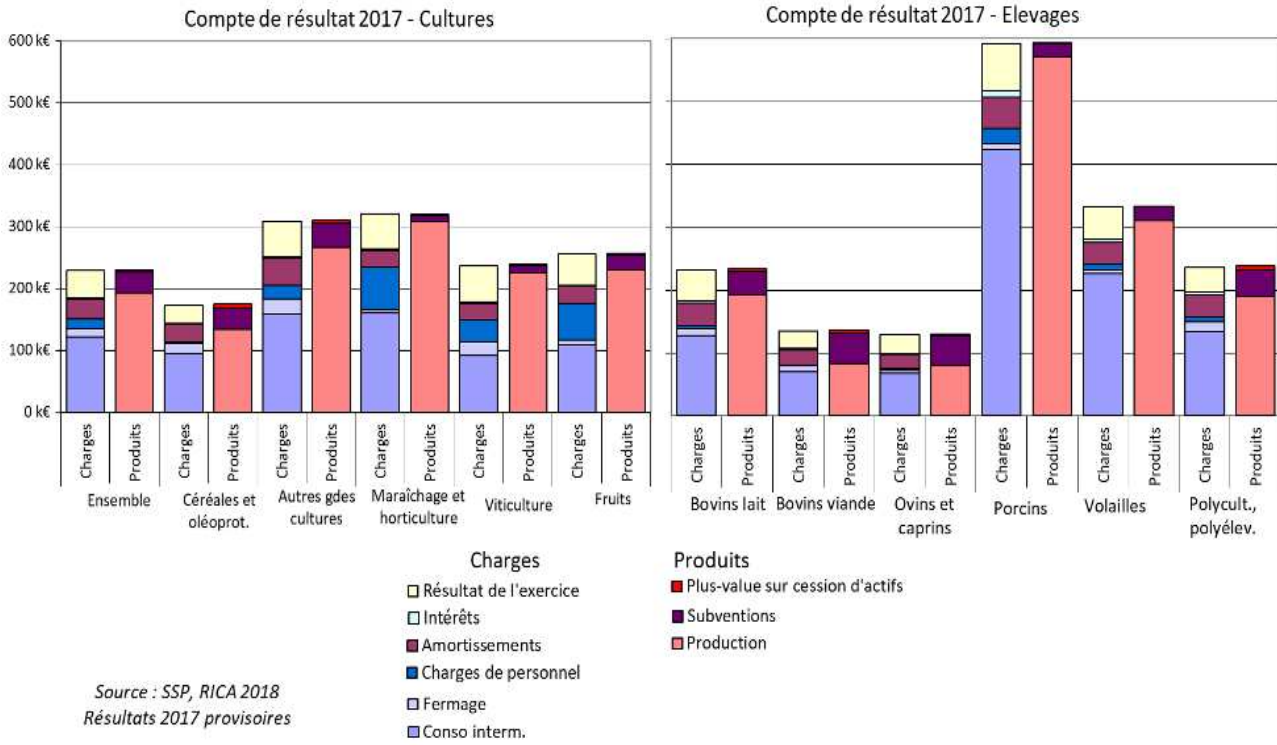
En moyenne et toutes formes juridiques confondues, les terres représentent 10 % du total de l'actif des exploitations agricoles moyennes et grandes en 2017 (Figure 13), soit 17 % des immobilisations totales contre 36 % en 1990. Cette part est toutefois très contrastée selon la forme juridique. Dans les sociétés, les terres sont en effet le plus souvent sorties de l'actif de l'exploitation pour être affectées au patrimoine personnel de l'agriculteur qui peut les louer à l'exploitation. Ainsi, les terrains constituent seulement 2 % de l'actif des exploitations en formes sociétaires contre 24 % de l'actif des exploitations individuelles. Mécaniquement, le passif s'en trouve également différencié selon la forme juridique : la présence d'importantes immobilisations pour terrain a pour contrepartie des capitaux propres plus élevés pour les exploitants individuels (67 %) que pour les formes sociétaires (52 %). Les dettes de moyen et long terme sont également différemment réparties dans la structure du passif des exploitations : elles représentent 30 % du passif des formes sociétaires, contre seulement 21 % du passif des exploitations individuelles.

Figure 13 - Détail du bilan des exploitations agricoles selon leur forme juridique en 2017

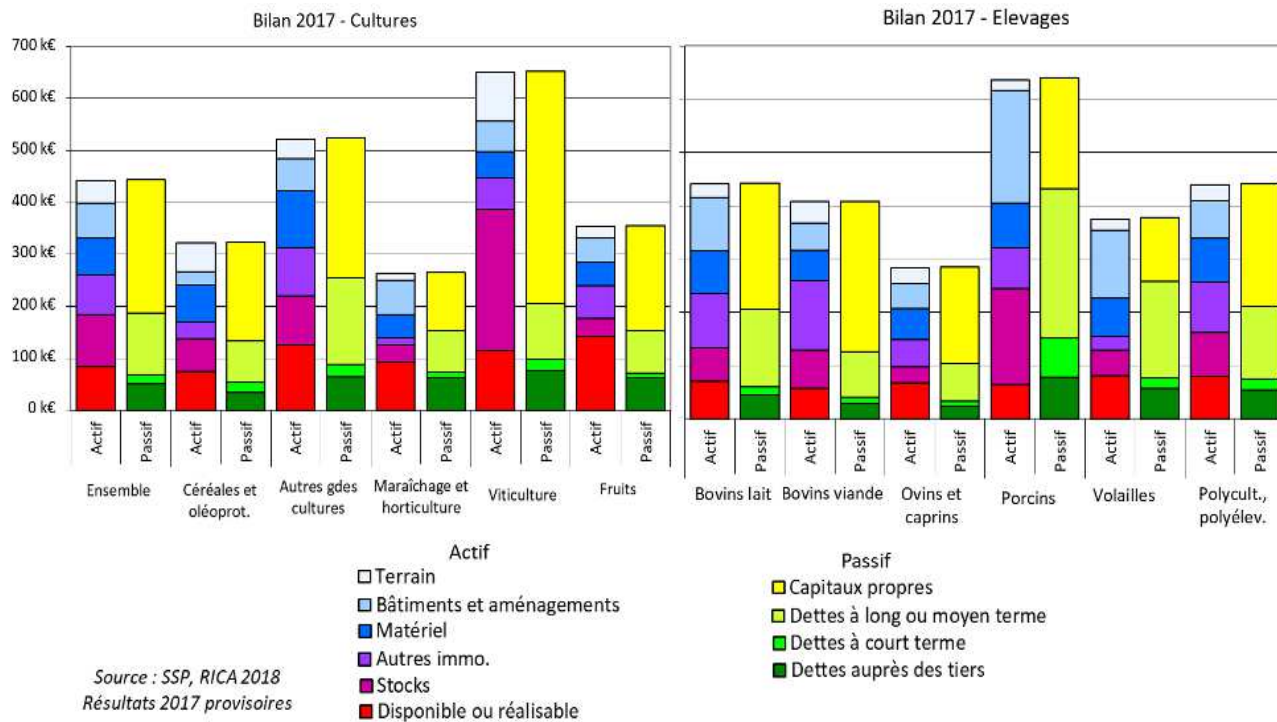


Annexes

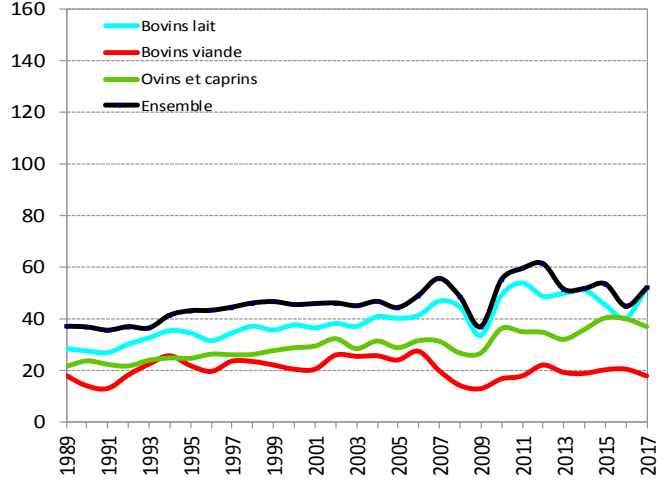
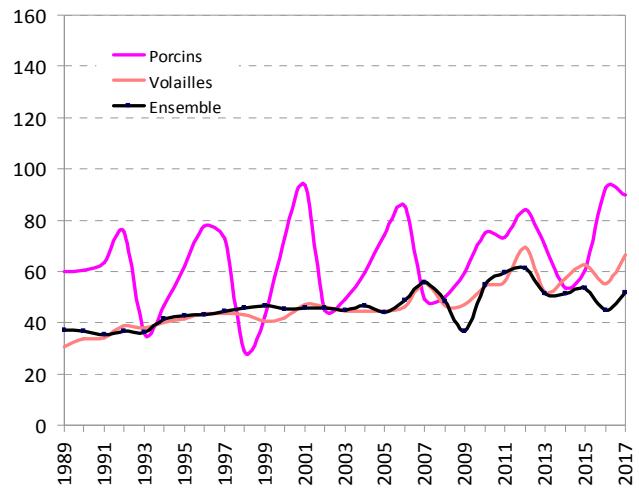
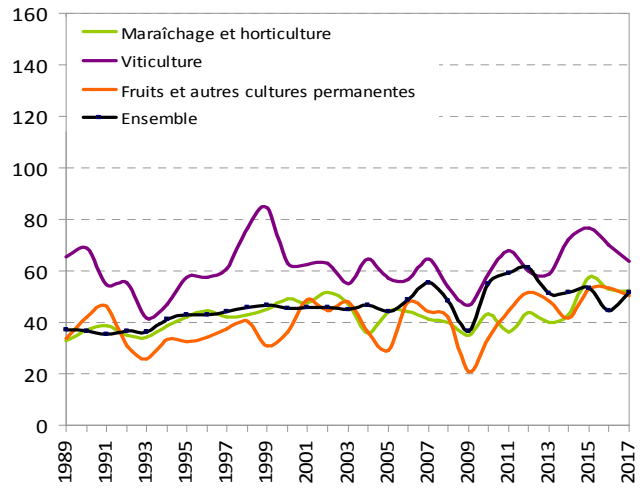
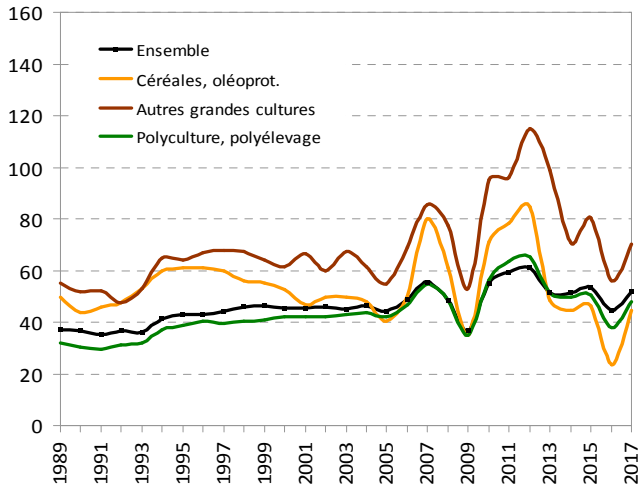
Comptes de résultats 2017



Bilans 2017

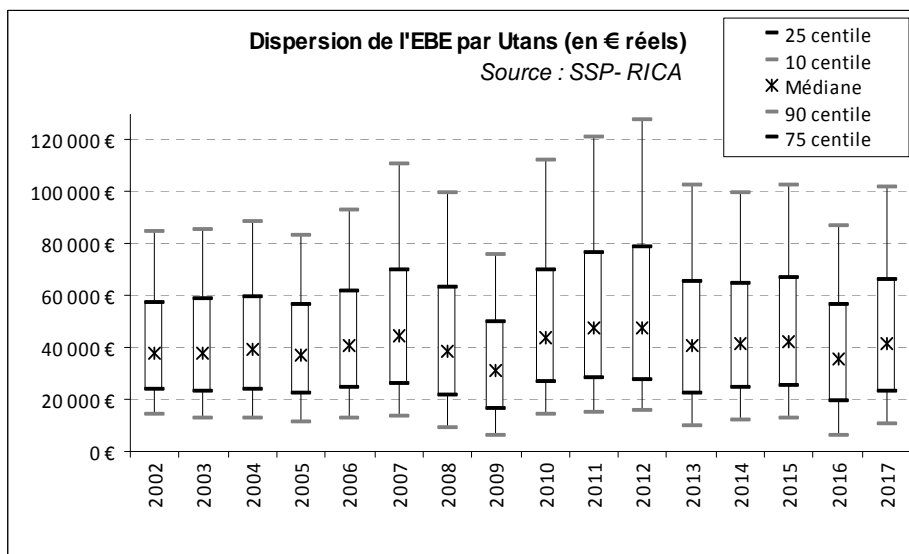


Evolution de l'excédent brut d'exploitation par actif non salarié, en millier d'€ 2017



*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - calculées en valeurs réelles
 Source : SSP, RICA - Résultats 2017 provisoires

Dispersion de l'EBE par Utans, en € réels



Source : SSP-RICA

Indicateurs de dispersion de l'EBE par Utans par orientation en 2017, en €

	10 centile	25 centile	Médiane	75 centile	90 centile	Moyenne	Effectif	Intervalle interquartile	Q3/Q1
Viticulture	878	17 164	40 908	90 241	152 636	68 833	45 804	73 077	5
Porcins	23 682	46 980	73 060	119 400	197 736	97 836	5 462	72 420	3
Autres gdes cult.	20 246	34 660	58 988	95 491	139 008	75 776	19 232	60 831	3
Volailles	18 115	31 753	46 608	83 718	118 528	63 153	10 178	51 965	3
Fruits	-5 279	12 915	31 547	62 209	136 692	57 549	7 606	49 294	5
Maraîchage - Horticulture	6 246	16 005	29 887	59 424	104 837	57 683	11 068	43 419	4
Céréales, oléoprot.	6 794	18 086	35 469	61 283	93 628	44 914	52 363	43 197	3
Ensemble France métr.	10 269	23 234	41 434	65 813	101 028	53 241	296 523	42 580	3
Polycult., polyélev.	9 602	22 529	42 941	63 235	89 093	46 789	36 612	40 706	3
Granivores mixte	19 973	33 791	50 534	73 560	98 167	55 237	4 141	39 769	2
Bovins mixte	18 312	29 285	45 618	65 552	83 259	48 308	11 398	36 267	2
Bovins lait	20 226	32 152	49 416	65 881	86 376	51 712	45 226	33 728	2
Bovins viande	11 494	22 790	34 566	49 757	66 372	37 868	28 827	26 966	2
Ovins, caprins	12 827	23 415	31 876	46 117	61 704	36 328	12 884	22 702	2

* Classement des orientations productives par ordre croissant d'intervalle interquartile

/// : Sans objet

Source : SSP-RICA

Indicateurs de dispersion du RCAI par Utans par orientation en 2017, en €

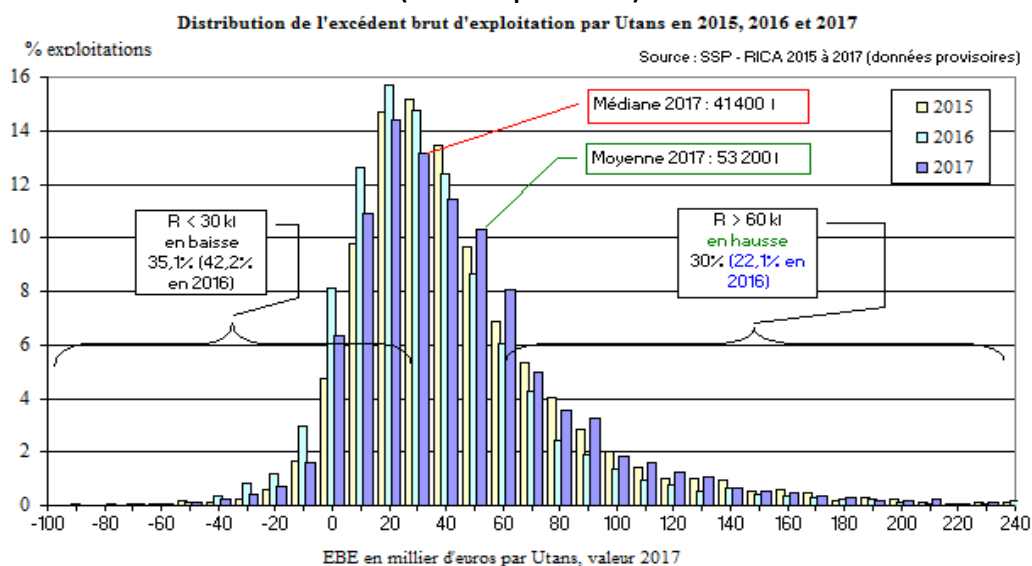
	10 centile	25 centile	Médiane	75 centile	90 centile	Moyenne	Effectif	Intervalle interquartile	Q3/Q1
Viticulture	-15 957	5 074	26 948	64 114	116 941	43 394	45 804	59 040	13
Porcins	2 723	18 146	39 416	63 518	109 935	52 190	5 462	45 372	4
Autres gdes cult.	1 930	13 030	27 749	57 661	84 885	40 918	19 232	44 631	4
Fruits	-12 488	3 420	18 219	44 600	76 361	35 180	7 606	41 180	13
Maraîchage - Horticulture	-3 591	8 504	21 230	38 542	86 645	36 460	11 068	30 038	5
Ensemble France métr.	-4 131	7 651	20 666	37 447	62 221	27 581	296 523	29 796	5
Volailles	3 440	13 831	26 717	42 717	66 276	33 384	10 178	28 886	3
Granivores mixte	4 712	14 799	26 215	43 385	53 862	28 724	4 141	28 585	3
Polycult., polyélev.	-7 124	5 719	19 498	34 208	52 670	20 414	36 612	28 490	6
Céréales, oléoprot.	-9 006	3 261	15 563	29 904	48 976	18 786	52 363	26 643	9
Ovins, caprins	-1 094	2 529	16 407	27 817	39 786	17 946	12 884	25 289	11
Bovins lait	3 225	13 469	25 126	37 988	50 246	26 215	45 226	24 519	3
Bovins mixte	2 327	13 002	20 215	35 349	48 869	23 375	11 398	22 346	3
Bovins viande	-2 934	6 542	16 723	27 004	40 082	16 889	28 827	20 462	4

* Classement des orientations productives par ordre croissant d'intervalle interquartile

/// : Sans objet

Source : SSP-RICA

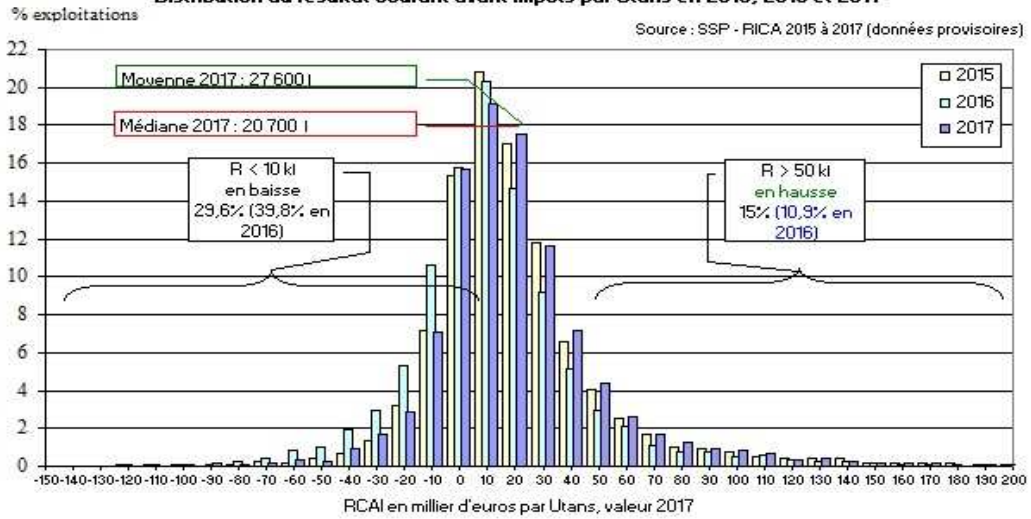
Evolution de la distribution de l'excédent brut d'exploitation entre 2015 et 2017 (en % d'exploitations)



Source : SSP, RICA - Résultats 2017 provisoires

Evolution de la distribution du résultat courant par actif non salarié entre 2015 et 2017 (en % d'exploitations)

Distribution du résultat courant avant impôts par Utans en 2015, 2016 et 2017



Source : SSP, RICA - Résultats 2017 provisoires

Tableau 1 : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2017

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2016 et 2015 en euros 2017 - Source : SSP, RICA

	Ensemble			Céréales et oléoprotéagineux			Cultures générales			Marâchage - Horticulture		
	2017	Évol. %		2017	Évol. %		2017	Évol. %		2017	Évol. %	
		17/16	17/15		17/16	17/15		17/16	17/15		17/16	17/15
Echantillon	6 877			896			550			406		
Population	296 523			52 363			19 232			11 068		
Caractéristiques physiques												
Surface agricole utilisée (en ha)	87,9	+0,9	+1,7	126,4	+0,4	+0,6	123,0	+0,9	+1,5	9,0	-2,7	-1,1
dont : SAU en fermage	72,7	+0,6	+1,6	108,4	-0,2	+0,4	113,3	+0,3	+0,6	6,5	-4,0	-1,3
Effectifs animaux (en UGB)	78,9	-0,9	-3,7	7,3	-5,1	-8,3	12,0	+3,6	+1,5	0,6	+49,6	+22,3
Nombre d'UTA	2,0	-0,1	-0,2	1,3	-0,8	-3,3	2,2	-0,7	+0,2	4,5	-1,5	-0,8
dont : UTA non salariées	1,4	-0,1	-0,5	1,2	+0,1	-1,8	1,4	-0,4	+1,2	1,5	+2,9	+3,4
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)												
Capacité d'autofinancement	70,0	+19,4	+1,2	51,9	+95,3	+0,1	95,2	+31,7	-5,0	79,5	-0,2	-12,3
- Prélèvements privés	38,3	+16,2	+4,6	22,9	+8,8	-24,3	52,1	+32,2	+3,3	58,4	+21,5	+22,7
= Autofinancement	31,7	+23,8	-2,8	28,9	+388,5	+32,1	43,1	+30,7	-16,5	21,1	-40,0	-57,3
Actif immobilisé	258,2	-1,3	-1,5	184,5	-5,4	-8,8	302,5	-0,1	-0,0	139,1	-6,5	-7,9
Actif circulant	183,8	+2,0	+1,1	137,6	+5,5	-4,7	219,4	+1,7	-1,9	124,9	-2,0	+2,0
Stocks	100,8	+0,5	-3,7	63,3	+9,4	-10,7	93,7	+12,8	-4,9	32,8	-2,2	-3,9
Capitaux propres	256,7	+1,3	+0,0	190,0	+2,7	-7,2	269,7	-1,3	-5,0	111,8	-6,4	-2,9
Endettement total	187,0	-1,6	-1,1	133,4	-6,2	-7,0	254,5	+2,6	+3,3	153,2	-2,6	-3,5
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)												
Ventes et autoconsommation												
- Achats d'animaux	6,6	-6,9	-6,9	1,4	-17,4	-44,0	1,7	+17,7	-17,0	0,0	+815,7	+36,4
= Ventes et autoconsommation nette des achats	184,8	+5,0	-0,0	124,5	+6,2	-10,6	244,1	+0,8	-3,0	303,0	-0,1	-0,7
+ Production stockée	0,8	+139,1	-79,5	4,5	+156,3	+550,8	10,1	+204,3	+9,0	-0,1	+37,8	-618,2
+ Production immobilisée	2,5	-13,2	-14,4	0,4	-33,9	-21,0	1,9	-44,6	-5,3	1,5	-28,9	-27,7
+ Produits divers	5,2	+0,1	+8,2	5,0	+1,0	+6,1	10,2	+6,5	+6,1	4,9	-11,9	+3,6
= Production de l'exercice	193,3	+6,0	-1,4	134,4	+18,3	-7,2	266,4	+8,5	-2,3	309,3	-0,4	-1,0
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,5	-6,6	+3,4	0,9	-7,5	-4,9	1,1	-12,1	-7,8	0,3	-32,4	+0,8
- Charges d'approvisionnement	68,3	-3,1	-5,6	57,1	-11,1	-13,6	95,1	-4,3	-4,1	94,4	+1,3	+0,0
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	54,2	+1,9	+2,4	39,4	+0,7	-2,1	65,6	+1,0	+1,8	66,2	-0,3	-1,9
= Valeur ajoutée	71,3	+20,6	+0,2	38,8	+231,7	-1,6	106,8	+28,7	-3,2	149,0	-1,7	-1,2
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	-5,0	-14,7	0,0	+0,0	+0,0	0,0	+0,0	+0,0	0,0	+0,0	+0,0
+ Subventions d'exploitation	29,9	-1,2	-1,1	32,5	-1,1	-7,3	35,6	-1,7	-10,3	6,0	-4,4	-3,6
+ Indemnités d'assurance	2,2	-22,6	+35,1	2,4	-51,3	+40,2	2,3	-59,7	+7,2	0,7	+14,2	-57,2
- Fermages	13,9	-0,8	-1,6	15,4	-2,0	-4,8	24,6	+0,3	-0,3	4,9	-1,5	-3,8
- Impôts et taxes	2,2	+3,5	+1,2	2,2	-0,7	-5,3	3,5	-1,1	-6,9	1,9	+16,2	+22,5
- Charges de personnel	14,8	+1,8	+3,3	2,9	-7,7	-17,3	21,2	+0,1	+4,4	69,9	-0,7	+4,3
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	72,4	+17,7	+0,1	53,1	+88,5	-1,7	95,3	+26,3	-7,8	79,0	-2,9	-7,1
+ Transferts de charge	0,4	+39,9	+25,8	0,3	-13,0	-8,3	2,2	+201,9	///	1,0	+78,6	///
- Dotations aux amortissements	31,5	-1,5	-2,3	28,9	-5,2	-9,7	43,6	+0,2	-0,9	27,5	-1,7	-2,7
= Résultat d'exploitation	41,3	+38,5	+2,3	24,6	///	+9,2	53,9	+66,0	-9,6	52,6	-2,7	-8,0
+ Produits financiers	0,7	-22,5	-14,7	1,0	+3,2	-0,6	1,9	+26,6	-24,2	0,8	-17,0	-9,2
- Charges financières	3,7	-11,7	-21,1	2,7	-14,4	-24,5	4,5	-11,2	-23,1	2,4	-16,2	-33,3
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	38,3	+44,3	+4,9	22,9	///	+14,5	51,3	+76,7	-8,9	50,9	-2,3	-6,4
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs	3,8	+2,6	-0,9	5,6	+3,0	-11,9	4,9	-20,9	-34,1	1,7	+24,4	+63,9
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,4	+3,7	+5,8	0,3	-9,9	-20,8	0,8	-10,5	-0,7	2,7	+6,6	+15,2
+ Profits et charges exceptionnels	0,2	+46,2	-44,9	0,1	-16,0	///	0,3	///	///	1,1	///	-83,0
= Résultat de l'exercice	43,7	+37,5	+3,8	28,9	///	+8,8	57,4	+57,4	-11,4	56,4	+1,2	-14,3
Cotisations sociales de l'exploitant	9,3	+1,0	-14,6	6,2	-15,8	-37,3	12,6	-6,9	-30,1	13,0	-0,1	+4,7
EBE par UTA non salariée	51,8	+17,9	+0,6	44,5	+88,3	+0,1	70,1	+26,8	-8,9	52,5	-5,6	-10,1
RCAI par unité de travail annuel	27,4	+44,5	+5,4	19,2	///	+16,6	37,8	+77,4	-10,1	33,8	-5,0	-9,5

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Tableau 1 : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2017

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2016 et 2015 en euros 2017 - Source : SSP, RICA

	Viticulture			Fruits et autres cultures permanentes			Bovins lait			Bovins viande		
	2017	Évol. %		2017	Évol. %		2017	Évol. %		2017	Évol. %	
		17/16	17/15		17/16	17/15		17/16	17/15		17/16	17/15
Echantillon	1 037			317			985			691		
Population	45 804			7 606			45 226			28 827		
Caractéristiques physiques												
Surface agricole utilisée (en ha)	24,7	+0,4	+0,4	30,0	+2,2	+2,5	90,8	+1,0	+1,9	109,2	+0,1	+0,7
dont : SAU en fermage	17,2	-0,0	+0,1	20,9	+3,0	+0,8	77,5	+0,9	+1,4	80,3	-0,8	-0,0
Effectifs animaux (en UGB)	0,5	-14,3	-10,1	1,5	-10,7	-19,8	104,2	+0,7	+1,7	121,4	-0,7	+1,3
Nombre d'UTA	2,7	-1,6	-1,5	4,5	+2,5	+5,9	1,8	+0,4	+0,3	1,4	-0,6	-0,4
dont : UTA non salariées	1,3	-0,5	-1,7	1,4	+0,3	+8,5	1,6	-0,6	-1,1	1,3	-0,5	-0,7
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)												
Capacité d'autofinancement	78,8	-6,5	-11,6	72,2	-11,7	-1,2	79,5	+30,3	+19,3	46,2	-6,4	-6,7
- Prélèvements privés	51,9	+7,9	+4,2	37,6	-5,5	+20,7	40,8	+24,1	+11,1	30,0	+31,4	+31,5
= Autofinancement	26,9	-28,3	-34,2	34,6	-19,2	-21,5	38,7	+37,6	+29,4	16,2	-39,6	-40,0
Actif immobilisé	263,5	+3,9	+8,8	176,8	+2,4	+6,6	307,5	-1,6	-1,6	278,8	-2,4	-2,3
Actif circulant	386,7	+0,3	+1,9	176,8	+3,3	+11,2	133,2	+3,7	+3,9	128,5	-2,2	+1,6
Stocks	272,2	-3,6	-2,0	34,8	-5,0	-4,2	63,4	+1,5	-2,5	72,5	-3,7	-3,9
Capitaux propres	446,8	+0,7	+3,7	202,1	+3,9	+14,8	237,2	+2,8	+0,6	283,1	-1,9	+0,4
Endettement total	205,1	+3,8	+6,4	152,6	+1,4	+2,4	205,3	-3,2	-0,6	125,1	-3,2	-4,2
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)												
Ventes et autoconsommation												
- Achats d'animaux	0,0	-34,2	-41,2	0,1	-31,7	-33,0	3,7	+5,1	-7,8	6,9	+2,0	-18,0
= Ventes et autoconsommation nette des achats	224,4	+4,1	+5,6	221,0	-1,9	+4,3	186,6	+11,3	+3,6	82,9	+5,0	+3,8
+ Production stockée	-7,8	-250,0	-174,9	-2,3	-522,9	-255,7	2,5	///	///	-1,9	-332,9	-192,8
+ Production immobilisée	4,7	+10,5	-9,9	7,3	-9,0	+6,1	1,7	-58,4	-50,0	1,0	-69,4	-24,8
+ Produits divers	4,4	+4,0	+6,7	4,8	-6,5	-0,4	1,9	+11,8	+20,1	1,3	+22,0	+1,8
= Production de l'exercice	225,7	-2,6	-4,2	230,9	-3,1	+2,4	192,7	+11,6	+4,8	83,2	-2,2	-4,2
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,2	-20,8	+68,3	0,1	-18,4	-18,0	0,3	-1,3	-1,5	0,1	-11,6	+12,8
- Charges d'approvisionnement	33,1	-2,6	-1,5	34,7	-2,7	-0,7	69,0	+0,7	-4,5	35,9	+1,2	+1,0
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	59,6	+4,7	+5,5	74,8	+4,0	+8,6	59,1	+0,4	+1,1	34,2	-2,7	+3,2
= Valeur ajoutée	133,2	-5,6	-8,6	121,5	-7,0	-0,1	64,9	+41,6	+21,1	13,2	-9,4	-27,5
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	+0,0	+0,0	0,0	+0,0	+0,0	0,0	+0,0	+0,0	0,0	-5,0	-14,7
+ Subventions d'exploitation	4,5	+3,0	-1,3	18,3	+12,4	+15,4	34,0	-1,9	+1,4	46,7	-2,8	+2,4
+ Indemnités d'assurance	4,6	+136,6	+181,6	2,4	-26,4	-27,8	1,3	-20,6	-5,0	1,1	-21,5	+15,5
- Fermages	21,8	-0,1	+0,2	8,1	+2,0	-0,3	11,2	-2,1	-2,9	9,3	-1,5	-2,0
- Impôts et taxes	3,1	+1,4	+3,1	2,0	+14,0	+12,8	1,9	+6,5	+3,3	1,3	+11,5	+4,6
- Charges de personnel	36,3	+1,2	+2,0	59,4	+2,9	+4,6	4,6	+9,5	+11,0	2,0	+3,9	+14,7
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	81,1	-6,5	-11,6	72,8	-12,6	-2,1	82,7	+27,5	+16,2	48,4	-5,9	-7,2
+ Transferts de charge	0,3	+4,7	-12,7	0,7	+25,3	-13,7	0,3	+1,6	+13,5	0,1	+9,9	-61,5
- Dotations aux amortissements	25,9	+2,9	+7,6	27,0	+4,4	+7,6	36,2	-1,0	-1,2	23,7	+0,6	+1,1
= Résultat d'exploitation	55,5	-10,4	-18,5	46,5	-20,1	-7,3	46,7	+62,7	+34,1	24,8	-11,2	-14,1
+ Produits financiers	0,3	-3,6	-22,9	0,7	+36,4	+14,4	0,6	-47,4	+7,3	0,2	-63,0	-46,9
- Charges financières	3,1	-11,2	-16,8	2,4	-6,5	-14,3	4,4	-12,5	-21,1	2,5	-10,3	-20,9
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	52,7	-10,3	-18,6	44,8	-20,2	-6,6	42,9	+72,6	+43,6	22,5	-12,4	-13,9
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs	2,3	+1,6	+11,6	2,2	+67,6	-32,0	3,9	-4,4	+19,8	3,8	-13,4	-0,0
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	2,0	+15,2	+23,1	3,1	+8,4	+16,9	1,7	+0,5	+1,0	1,0	+7,4	+5,4
+ Profits et charges exceptionnels	0,2	-46,8	-42,9	0,4	+284,4	+72,8	0,4	+564,7	+28,6	0,0	-101,0	+99,5
= Résultat de l'exercice	57,2	-9,4	-16,8	50,5	-15,7	-6,4	48,9	+61,1	+39,4	27,4	-12,1	-11,2
Cotisations sociales de l'exploitant	13,0	+3,3	-7,7	11,2	+7,9	+5,6	9,1	+6,1	-10,8	6,5	+6,3	-7,8
EBE par UTA non salariée	63,9	-6,1	-10,1	50,4	-12,9	-9,8	51,9	+28,3	+17,5	38,1	-5,4	-6,6
RCAI par unité de travail annuel	41,6	-9,9	-17,2	31,1	-20,5	-13,9	26,9	+73,7	+45,2	17,7	-12,0	-13,3

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Tableau 1 : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2017

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2016 et 2015 en euros 2017 - Source : SSP, RICA

	Ovins et caprins			Porcins			Volailles			Polyculture, polyélevage		
	2017	Évolution en %		2017	Évolution en %		2017	Évolution en %		2017	Évolution en %	
		17/16	17/15		17/16	17/15		17/16	17/15		17/16	17/15
Echantillon	424			193			262			770		
Population	12 884			5 462			10 178			36 612		
Caractéristiques physiques												
Surface agricole utilisée (en ha)	93,4	-0,7	+3,5	60,7	+3,5	+3,2	39,2	+1,4	+3,3	118,1	+1,7	+3,1
dont : SAU en fermage	52,6	-1,3	+6,0	53,0	+3,1	+2,4	30,2	+2,0	+5,1	104,6	+1,8	+3,3
Effectifs animaux (en UGB)	76,6	-0,7	+0,3	484,4	+0,7	+1,5	397,3	-1,5	-1,3	94,5	-0,2	+0,5
Nombre d'UTA	1,5	+0,9	-0,6	2,3	+5,4	+4,0	1,7	+5,7	+3,5	1,9	-0,4	+0,5
dont : UTA non salariées	1,4	-0,2	-1,2	1,4	-0,7	-1,5	1,3	+2,5	+3,9	1,5	-0,1	-0,2
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)												
Capacité d'autofinancement	48,6	-8,9	-4,5	119,3	+0,1	+59,5	83,4	+27,8	+17,5	68,7	+36,0	+4,8
- Prélèvements privés	30,2	+0,6	+106,4	65,3	+83,6	+91,7	39,3	+18,6	+1,0	31,4	+5,0	-14,7
= Autofinancement	18,5	-23,5	-54,4	54,1	-37,1	+31,0	44,1	+36,3	+35,2	37,2	+81,4	+29,8
Actif immobilisé	185,9	+1,8	+1,8	391,6	+0,4	-2,5	246,8	+1,9	-0,3	276,4	-2,3	-3,3
Actif circulant	97,8	-1,4	+7,6	244,3	+1,2	+4,0	128,4	+2,4	+3,7	162,1	+5,2	+3,3
Stocks	30,4	-4,0	-6,8	180,1	-1,0	+0,9	48,3	-3,8	-2,4	83,2	+4,9	-1,3
Capitaux propres	180,9	-1,8	-0,7	208,6	+3,6	+28,0	120,6	+15,6	+18,2	229,4	+2,8	-2,5
Endettement total	103,3	+5,5	+13,0	431,4	-0,4	-9,8	257,1	-2,9	-5,0	210,6	-2,1	+0,7
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)												
Ventes et autoconsommation												
- Achats d'animaux	2,9	-15,5	-36,8	37,0	+6,1	+9,9	50,1	-15,1	-14,4	11,2	-1,2	+9,3
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	78,4	-1,0	+1,6	557,2	+4,0	+10,3	301,5	+5,9	-1,6	180,2	+6,7	-2,4
+ Production stockée	-0,4	-127,2	-147,8	-2,4	-217,8	-105,4	-0,4	-170,9	+51,7	2,8	+369,1	+60,4
+ Production immobilisée	1,7	+9,0	+96,9	12,7	-15,0	-16,4	6,0	+135,7	+11,7	2,7	+51,8	-3,1
+ Produits divers	0,7	+2,4	+1,0	3,0	+14,8	+0,8	3,3	+0,6	+2,2	4,3	+2,9	+7,1
= Production de l'exercice	80,4	-1,6	-1,8	570,6	+2,1	+9,2	310,4	+6,1	-0,9	190,1	+10,8	-1,4
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,3	+197,7	+260,1	0,6	-13,6	-1,6	0,5	+49,4	+0,4	0,6	-12,5	-2,4
- Charges d'approvisionnement	35,2	+2,1	+1,8	321,2	+1,7	-2,8	167,7	-2,7	-6,9	75,5	-3,8	-6,6
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	32,3	+4,3	+6,3	103,3	+3,9	+8,8	59,4	+9,3	+3,7	59,5	+3,5	+1,3
= Valeur ajoutée	13,2	-18,9	-21,9	146,7	+1,8	+50,1	83,7	+27,7	+10,6	55,6	+51,1	+3,4
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	+0,0	+0,0	0,0	+0,0	+0,0	0,0	+0,0	+0,0	0,0	+0,0	+0,0
+ Subventions d'exploitation	45,7	-1,0	+5,2	18,0	-8,4	-17,8	18,4	+7,7	+38,8	39,3	+0,9	+1,7
+ Indemnités d'assurance	0,9	-23,0	-3,2	1,1	-23,7	+13,6	1,5	-30,9	+10,6	2,4	-26,7	+18,5
- Fermages	5,0	-1,6	+1,3	9,1	+0,2	+2,0	5,4	-1,4	-2,2	14,9	+0,1	-0,5
- Impôts et taxes	1,2	+25,7	+25,1	3,1	+10,5	+9,3	1,7	+9,2	+10,1	2,1	+2,2	-1,3
- Charges de personnel	3,4	+20,5	+22,3	24,4	+7,9	+12,7	8,4	+11,8	+1,6	8,0	-0,3	+2,6
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	50,3	-8,4	-4,7	129,2	-1,2	+49,9	88,1	+26,1	+16,7	72,2	+34,2	+4,0
+ Transferts de charge	0,1	-17,6	-62,7	0,3	+2,4	-26,1	0,4	+28,9	+77,5	0,2	-10,8	-54,4
- Dotations aux amortissements	21,9	-0,4	+3,5	48,9	-0,6	-0,1	35,6	-2,4	-1,4	36,0	-3,2	-6,0
= Résultat d'exploitation	28,5	-13,5	-10,3	80,7	-1,6	+110,1	52,9	+55,2	+32,7	36,5	+109,9	+14,6
+ Produits financiers	0,1	-36,7	-10,4	0,7	-10,3	-16,3	0,6	-10,8	+2,0	0,7	-32,2	-17,1
- Charges financières	1,9	-0,4	-12,4	11,3	-12,7	-21,6	5,7	-10,3	-20,4	4,5	-7,0	-16,9
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	26,7	-14,5	-10,2	70,1	+0,2	+173,1	47,9	+68,0	+43,3	32,7	+137,2	+19,5
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	2,3	-44,0	-25,9	2,0	-53,2	-78,6	1,8	-44,7	+7,1	4,9	+16,0	+11,8
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,2	-23,6	-11,1	1,9	+14,4	+25,8	1,6	+19,5	+14,7	1,3	-3,7	-4,4
+ Profits et charges exceptionnels	0,0	-214,1	+49,9	0,3	+203,4	-72,9	0,0	-104,2	-101,7	0,0	-121,2	-123,3
= Résultat de l'exercice	30,2	-18,0	-11,4	74,3	-1,2	+114,7	51,2	+53,8	+34,3	38,9	+102,9	+17,3
Cotisations sociales de l'exploitant	6,9	+14,7	+2,3	13,3	+37,2	+28,9	10,0	+12,9	+5,1	8,2	-3,1	-22,2
EBE par UTA non salariée	37,0	-8,1	-3,6	89,9	-0,6	+52,2	66,4	+23,1	+12,3	47,8	+34,4	+4,1
RCAI par unité de travail annuel	19,6	-14,3	-9,1	48,8	+0,9	+177,3	36,1	+64,0	+37,9	21,7	+137,5	+19,7

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Tableau 2 : Situation financière des exploitations en 2017

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros - Source : SSP, RICA

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage et Horticulture	
	2017	Évol. 17/16 (%)	2017	Évol. 17/16 (%)	2017	Évol. 17/16 (%)	2017	Évol. 17/16 (%)
Résultat courant avant impôts	38,3	+44,3	22,9	+720,6	51,3	+76,7	50,9	-2,3
+ Dotation aux amortissements	31,5	-1,5	28,9	-5,2	43,6	+0,2	27,5	-1,7
+ Charges et produits exceptionnels	0,2	+46,2	0,1	-16,0	0,3	+1 137,1	1,1	+1 336,2
= Capacité d'autofinancement	70,0	+19,4	51,9	+95,3	95,2	+31,7	79,5	-0,2
- Prélèvements privés	38,3	+16,2	22,9	+8,8	52,1	+32,2	58,4	+21,5
= Autofinancement	31,7	+23,8	28,9	+388,5	43,1	+30,7	21,1	-40,0
+ Cessions d'immobilisations	6,9	-0,3	9,3	-3,8	8,2	-26,2	4,6	+39,6
+ Subventions d'équipement reçues	1,5	-0,0	0,2	+125,3	0,5	-10,6	1,5	-32,5
+ Nouvelles dettes financières	32,9	-9,6	22,1	-24,9	50,7	-2,8	20,4	-21,5
+ Variation des dettes auprès des tiers	1,0	+354,1	-1,4	-1 453,6	2,7	+297,0	7,3	+237,8
+ Diminution de trésorerie nette			0,6	+0,0	1,5			
= Total des ressources	74,0	+5,5	59,7	+35,8	106,9	+16,8	54,9	-20,7
Acquisitions d'immobilisations	33,6	-5,6	23,7	-15,7	50,3	-1,2	25,3	-24,1
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,1	-89,7	-0,4	-131,7	-0,5	-110,0	0,0	-129,7
+ Charges à répartir	0,0	-73,7	0,0	+0,0	0,0	-380,9	0,0	
+ Remboursements des dettes financières	34,7	+0,6	29,3	-2,8	47,7	+4,7	26,3	+9,2
+ Variation des stocks	1,2	+124,4	5,7	+144,9	11,3	+172,3	0,3	-1,2
+ Variation des créances auprès des tiers	0,0	-10,4	1,5	+140,0	-1,6	-209,9	-1,0	-111,9
+ Variation des comptes de régularisation	0,0	+88,0	-0,1	-126,0	-0,3	+76,9	-0,1	+150,7
+ Augmentation de trésorerie nette	4,4	+25,7					4,1	
= Total des emplois	74,0	+5,5	59,7	+35,8	106,9	+16,8	54,9	-20,7
Variation du fonds de roulement net	4,6	+817,1	7,9	+159,5	5,2	+51,9	-4,0	-228,3
Variation du besoin en fonds de roulement	0,2	+97,5	8,5	+154,0	6,7	+111,6	-8,1	-2 333,8
Variation de trésorerie nette	4,4	+25,1	-0,6	-132,8	-1,5	-213,7	4,1	-102,0
Investissement total	26,9	-8,9	14,0	-22,6	41,6	+4,2	20,7	-29,8
Excédent de trésorerie d'exploitation	68,6	+12,4	44,3	-2,4	87,7	+13,6	85,9	+6,4

Bilan 2017	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage et Horticulture	
	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture
Actif immobilisé	259,0	258,2	193,7	184,5	299,6	302,5	144,2	139,1
Terrains	42,0	44,2	53,3	56,1	35,4	37,7	13,4	13,8
Aménagements terrains	2,4	2,4	3,0	3,0	2,1	2,2	3,8	3,7
Constructions	55,0	54,2	17,4	17,1	42,4	44,0	41,1	38,4
Installations spécialisées	11,0	10,6	4,7	4,2	14,1	14,9	26,3	23,6
Matériel	72,9	70,0	83,5	72,5	116,6	109,9	45,7	45,0
Plantations (y compris forêt)	8,6	8,9	0,2	0,2	0,9	0,9	2,0	2,1
Animaux reproducteurs	45,9	45,9	6,6	6,1	7,9	7,4	0,6	0,6
Autres immobilisations	21,3	22,0	24,9	25,3	80,2	85,4	11,4	11,8
Actif circulant	178,8	183,8	129,6	137,6	209,5	219,4	123,3	124,9
Stocks et en-cours	99,6	100,8	57,6	63,3	82,4	93,7	32,5	32,8
dont animaux circulants	21,9	21,6	3,3	2,8	5,5	5,6	0,1	0,2
Valeurs réalisables	45,8	46,2	37,5	40,0	75,1	77,0	32,9	34,9
Valeurs disponibles	33,4	36,9	34,4	34,3	51,9	48,6	58,0	57,2
Régularisation actif	1,7	1,7	1,4	1,4	3,3	2,9	1,5	1,4
Total actif	439,5	443,8	324,6	323,5	512,3	524,8	269,1	265,4
Capitaux propres	251,0	256,7	184,1	190,0	264,7	269,7	115,0	111,8
Capital individuel initial	184,2	184,2	152,9	152,9	180,2	180,2	79,1	79,1
Variation du capital initial	58,2	63,6	30,1	36,1	81,1	86,4	25,6	23,6
Subventions d'investissement	8,7	8,8	1,1	1,1	3,4	3,1	10,4	9,1
Total endettement	188,3	187,0	140,5	133,4	247,1	254,5	153,5	153,2
Dettes à long ou moyen terme	120,2	118,7	87,0	80,7	164,4	167,0	87,2	80,7
Emprunts à court terme	7,4	7,1	6,9	6,1	9,5	10,0	4,0	4,6
Autres dettes financières à - 1 an	12,0	11,5	11,0	12,5	12,1	13,9	6,6	4,9
Dettes auprès de tiers	48,7	49,8	35,6	34,1	61,0	63,7	55,8	63,1
Régularisation passif	0,2	0,2	0,0	0,1	0,6	0,6	0,5	0,4
Total passif	439,5	443,8	324,6	323,5	512,3	524,8	269,1	265,4

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Tableau 2 : Situation financière des exploitations en 2017

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros - Source : SSP, RICA

Tableau de financement simplifié	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	2017	Évol. 17/16 (%)	2017	Évol. 17/16 (%)	2017	Évol. 17/16 (%)	2017	Évol. 17/16 (%)
Résultat courant avant impôts	52,7	-10,3	44,8	-20,2	42,9	+72,6	22,5	-12,4
+ Dotation aux amortissements	25,9	+2,9	27,0	+4,4	36,2	-1,0	23,7	+0,6
+ Charges et produits exceptionnels	0,2	-46,8	0,4	+284,4	0,4	+564,7	0,0	-101,0
= Capacité d'autofinancement	78,8	-6,5	72,2	-11,7	79,5	+30,3	46,2	-6,4
- Prélèvements privés	51,9	+7,9	37,6	-5,5	40,8	+24,1	30,0	+31,4
= Autofinancement	26,9	-28,3	34,6	-19,2	38,7	+37,6	16,2	-39,6
+ Cessions d'immobilisations	4,2	-11,7	3,7	+5,6	8,2	+18,6	6,7	+0,1
+ Subventions d'équipement reçues	3,0	-3,3	4,1	+15,7	1,9	+19,0	0,9	-47,4
+ Nouvelles dettes financières	41,0	+5,3	24,6	-5,2	35,2	-17,2	20,5	-6,5
+ Variation des dettes auprès des tiers	4,8	+489,9	1,5	-74,1	-0,4	+104,5	-0,9	+177,5
+ Diminution de trésorerie nette								
= Total des ressources	79,8	-3,2	68,5	-12,3	83,6	+7,9	43,5	-21,2
Acquisitions d'immobilisations	38,1	-4,7	35,9	-2,4	36,8	-5,2	24,0	-10,8
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,0	-980,5	0,0	+24,1	1,6	-7,4	-0,4	-195,9
+ Charges à répartir	0,0		0,0	+100,0	0,0		0,0	-100,0
+ Remboursements des dettes financières	37,2	+6,3	21,6	-8,3	38,7	+3,4	22,0	-0,4
+ Variation des stocks	-7,9	-258,1	-1,4	-135,0	1,4	+153,9	-1,6	-3 708,8
+ Variation des créances auprès des tiers	2,9	+266,3	7,4	+56,7	-1,2	-152,0	-1,7	-246,7
+ Variation des comptes de régularisation	0,0	-31,6	-0,5	-250,5	0,1	+430,2	0,1	-49,2
+ Augmentation de trésorerie nette	9,6	+286,3	5,5	-57,8	6,2	+464,4	1,1	-42,0
= Total des emplois	79,8	-3,2	68,5	-12,3	83,6	+7,9	43,5	-21,2
Variation du fonds de roulement net	-0,2	-105,9	9,5	-48,1	6,9	+316,9	-1,3	-118,9
Variation du besoin en fonds de roulement	-9,8	-300,1	4,0	+7 363,5	0,7	-30,6	-2,4	-346,0
Variation de trésorerie nette	9,6	+295,4	5,5	-58,1	6,2	+459,1	1,1	-43,8
Investissement total	33,9	-3,7	32,2	-3,3	30,2	-10,3	16,9	-23,2
Excédent de trésorerie d'exploitation	80,8	+10,4	60,9	-15,6	78,4	+34,4	50,7	+16,7

Bilan 2017	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture
Actif immobilisé	253,3	263,5	169,4	176,8	309,6	307,5	281,8	278,8
Terrains	86,9	94,1	22,6	22,8	24,8	25,2	40,4	40,5
Aménagements terrains	1,0	1,0	3,1	4,0	2,0	2,1	1,7	1,7
Constructions	49,4	51,4	29,8	29,9	85,5	81,5	46,8	45,3
Installations spécialisées	5,9	5,6	11,6	12,1	17,9	17,4	3,8	3,7
Matériel	51,4	50,9	43,8	45,8	78,8	78,8	58,7	57,4
Plantations (y compris forêt)	44,7	46,1	43,8	47,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Animaux reproducteurs	0,4	0,4	1,1	1,1	82,0	83,6	123,3	123,0
Autres immobilisations	13,6	14,0	13,6	14,1	18,7	18,9	7,0	7,2
Actif circulant	382,9	386,7	164,7	176,8	128,6	133,2	131,7	128,5
Stocks et en-cours	280,1	272,2	36,2	34,8	62,1	63,4	74,2	72,5
dont animaux circulants	0,2	0,2	0,4	0,4	28,4	28,5	51,4	49,9
Valeurs réalisables	64,1	66,8	68,6	76,3	42,9	41,6	29,2	27,2
Valeurs disponibles	38,6	47,6	59,9	65,7	23,6	28,2	28,4	28,7
Régularisation actif	1,7	1,8	2,3	1,9	1,8	1,8	0,9	1,0
Total actif	637,9	652,0	336,3	355,5	440,0	442,5	414,4	408,3
Capitaux propres	440,5	446,8	188,2	202,1	228,9	237,2	285,8	283,1
Capital individuel initial	288,7	288,7	117,2	117,2	176,5	176,5	219,7	219,7
Variation du capital initial	133,9	139,2	55,3	68,2	41,9	50,0	59,5	56,9
Subventions d'investissement	17,9	18,9	15,7	16,7	10,5	10,7	6,6	6,5
Total endettement	197,3	205,1	147,5	152,6	211,0	205,3	128,5	125,1
Dettes à long ou moyen terme	103,4	107,2	78,0	81,7	149,0	145,9	86,3	85,4
Emprunts à court terme	12,3	12,3	3,3	2,7	6,2	5,8	3,1	2,5
Autres dettes financières à - 1 an	11,0	10,3	6,5	7,2	11,0	9,3	10,0	9,0
Dettes auprès des tiers	70,5	75,3	59,6	61,1	44,8	44,4	29,0	28,1
Régularisation passif	0,0	0,1	0,7	0,8	0,1	0,0	0,1	0,1
Total passif	637,9	652,0	336,3	355,5	440,0	442,5	414,4	408,3

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Tableau 2 : Situation financière des exploitations en 2017

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros - Source : SSP, RICA

Tableau de financement simplifié	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Polyculture polyélevage	
	2017	Évol. 17/16 (%)	2017	Évol. 17/16 (%)	2017	Évol. 17/16 (%)	2017	Évol. 17/16 (%)
Résultat courant avant impôts	26,7	-14,5	70,1	+0,2	47,9	+68,0	32,7	+137,2
+ Dotation aux amortissements	21,9	-0,4	48,9	-0,6	35,6	-2,4	36,0	-3,2
+ Charges et produits exceptionnels	0,0	-214,1	0,3	+203,4	0,0	-104,2	0,0	-121,2
= Capacité d'autofinancement	48,6	-8,9	119,3	+0,1	83,4	+27,8	68,7	+36,0
- Prélèvements privés	30,2	+0,6	65,3	+83,6	39,3	+18,6	31,4	+5,0
= Autofinancement	18,5	-23,5	54,1	-37,1	44,1	+36,3	37,2	+81,4
+ Cessions d'immobilisations	4,0	-38,2	5,1	-41,6	4,2	-32,7	8,1	+17,1
+ Subventions d'équipement reçues	1,4	+46,9	3,5	+54,0	3,5	+76,0	1,1	+12,8
+ Nouvelles dettes financières	19,0	-12,7	77,6	+23,3	43,8	+46,2	35,7	-18,2
+ Variation des dettes auprès des tiers	2,8	+3 664,2	3,7	+234,0	-2,5	-223,2	0,3	+160,7
+ Diminution de trésorerie nette								
= Total des ressources	45,7	-12,3	144,0	-5,1	93,1	+24,6	82,4	+14,8
Acquisitions d'immobilisations	28,3	+12,6	55,4	+37,9	40,4	+24,6	35,2	-5,6
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,2	-313,3	-1,7	-728,7	0,4	+320,6	0,2	-55,6
+ Charges à répartir	0,0	+100,0	0,0		0,0		0,0	-199,3
+ Remboursements des dettes financières	16,8	+7,7	81,7	-8,0	45,6	+18,0	36,9	+0,2
+ Variation des stocks	-0,6	-17,6	2,1	-117,8	-0,5	-327,3	3,1	+188,2
+ Variation des créances auprès des tiers	-2,0	-198,5	-7,1	-120,1	0,0	-13,6	0,6	+79,6
+ Variation des comptes de régularisation	-0,1	-239,1	0,8	+256,8	0,2	+1 893,1	0,0	+80,0
+ Augmentation de trésorerie nette	3,0	-62,2	13,0	-53,0	7,0	+407,0	6,5	+119,3
= Total des emplois	45,7	-12,3	144,0	-5,1	93,1	+24,6	82,4	+14,8
Variation du fonds de roulement net	-2,5	-176,5	5,0	-91,7	9,2	+1 781,7	9,9	+472,7
Variation du besoin en fonds de roulement	-5,5	-454,9	-8,1	-156,3	2,4	+638,2	3,5	+165,3
Variation de trésorerie nette	3,0	-62,3	13,1	-52,5	6,8	+307,5	6,4	+123,1
Investissement total	24,6	+28,9	48,6	+46,7	36,6	+38,3	27,3	-12,6
Excédent de trésorerie d'exploitation	53,3	+10,2	125,4	+13,2	77,8	+9,9	65,9	+13,8

Bilan 2017	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Polyculture polyélevage	
	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture
Actif immobilisé	180,9	185,9	389,9	391,6	244,0	246,8	280,1	276,4
Terrains	28,6	31,0	19,1	19,6	21,2	21,5	28,2	29,2
Aménagements terrains	1,3	1,2	4,0	4,3	2,6	2,4	2,7	2,8
Constructions	36,2	37,2	193,7	193,1	103,5	109,0	56,9	54,6
Installations spécialisées	8,1	8,0	14,5	14,0	16,3	16,5	13,5	12,7
Matériel	56,2	57,8	80,5	84,4	75,3	71,7	86,6	83,7
Plantations (y compris forêt)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	2,8	3,0
Animaux reproducteurs	44,9	45,1	49,0	47,3	13,3	13,7	66,2	66,3
Autres immobilisations	5,5	5,5	29,2	29,1	11,4	11,6	23,1	24,0
Actif circulant	96,4	97,8	238,4	244,3	124,9	128,4	153,6	162,1
Stocks et en-cours	31,0	30,4	178,0	180,1	48,9	48,3	80,0	83,2
dont animaux circulants	13,5	13,1	128,6	126,0	32,3	29,7	31,5	30,9
Valeurs réalisables	37,2	34,3	43,1	35,0	46,2	45,8	43,0	43,6
Valeurs disponibles	28,2	33,1	17,3	29,1	29,8	34,3	30,6	35,3
Régularisation actif	0,7	0,6	3,6	4,2	2,3	2,6	1,7	1,7
Total actif	278,0	284,2	631,9	640,1	371,1	377,8	435,5	440,2
Capitaux propres	180,7	180,9	198,0	208,6	106,9	120,6	222,0	229,4
Capital individuel initial	131,8	131,8	143,5	143,5	84,6	84,6	173,2	173,2
Variation du capital initial	42,0	42,0	42,2	51,3	14,0	25,9	41,4	48,9
Subventions d'investissement	6,9	7,1	12,2	13,8	8,2	10,1	7,4	7,3
Total endettement	97,2	103,3	433,8	431,4	264,3	257,1	213,2	210,6
Dettes à long ou moyen terme	67,5	70,0	281,5	280,8	184,2	181,4	137,5	136,4
Emprunts à court terme	2,1	1,8	22,4	19,1	4,8	5,8	7,6	7,5
Autres dettes financières à - 1 an	6,4	7,4	56,5	54,5	16,5	13,5	15,0	13,3
Dettes auprès de tiers	21,2	24,0	73,3	77,1	58,8	56,4	53,1	53,4
Régularisation passif	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
Total passif	278,0	284,2	631,9	640,1	371,1	377,8	435,5	440,2

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel